
le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

Supplément à «programme communiste» n° 97, Revue théorique du parti communiste international / ISSN - 0033 - 037 X / Imprimés par nos soins décembre 2001

Photo de la page de couverture: France, 1914: la guerre impérialiste envoie des millions de prolétaires au massacre. Les bourgeois, inclus la SFIO, se querellent, mais tous ont voté les crédits de guerre.

- TABLE DES MATIERES -

• Présentation	1
• Introduction à l'édition de 1967	3
• Première partie	
• Position du problème: l'année 1919	9
• Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919)	11
• Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919)	16
• Deuxième partie	
• Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste	22
• Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine)	25
• Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga)	33
• Discours de Lénine	39
• Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga)	42
• Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès:	
• I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme	43
• II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois	45
• III. La tactique révolutionnaire	49
• Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien	51
• Troisième partie	
• A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926)	54
• Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913)	58
• Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919)	60
• Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919)	61
• Elections («Il Comunista», 14-4-1921)	63
• Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921)	65
• Nostalgies abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924)	69
• Bilan de l'aventin antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)	71

Présentation

Dans son ouvrage classique «L'Anti-Dühring», Engels expliquait que *«l'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée»*. Près de 4 décennies plus tard, l'Internationale Communiste rappelait à son premier Congrès que les socialistes avaient des milliers de fois *«exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses»*. Evoquant l'exemple tragique de la Commune de Paris, elle ajoutait: *«C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les masses opprimées se voyaient offrir le droit, une fois en quelques années, de choisir le représentant des classes possédantes qui "représentera et opprimerà" le peuple au Parlement»* (1).

Décider périodiquement quels politiciens bourgeois fouleront aux pieds les classes opprimées, telle est l'essence de la démocratie bourgeoise: voilà la formule lapidaire utilisée par les révolutionnaires marxistes pour définir une fois pour toute tout cet attirail des élections, des assemblées élues, du Parlement que les bourgeois et leurs laquais présentent comme la réalisation ultime de la civilisation, comme le point d'arrivée de toute l'histoire de l'humanité que seuls d'affreux réactionnaires ou des fanatiques barbares pourraient songer à contester. En effet les institutions représentatives et les mécanismes de la démocratie parlementaire ne sont rien d'autre que des rouages de cet Etat des capitalistes, édifié, renforcé, perfectionné inlassablement au long des décennies par la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe et défendre le **mode de production** dont elle est l'agent.

Dans une première époque, seuls les bourgeois avaient juridiquement le droit de participer à la vie politique, seuls ils avaient le droit de vote, seuls ils prenaient part aux activités du Parlement où se décidait réellement la «conduite des affaires» (merveilleuse expression bourgeoise, parfois encore utilisée aujourd'hui, pour parler de l'activité gouvernementale!). Il était alors clair aux yeux de tous que ces institutions démocratiques et cet Etat étaient au service exclusif des possédants; pour les opprimés il était donc clair que le seul espoir résidait dans leur renversement révolutionnaire. La classe dominante se convainquit bientôt que cet état de choses était trop risqué. Peu à peu, et non sans réticences, la bourgeoisie étendit les droits politiques en général et de droit de vote en particulier à des couches plus larges, à la petite-bourgeoisie qui servait de classe tampon, puis enfin aux «classes dangereuses», aux prolétaires eux-mêmes. Elle put le faire d'autant plus que, en même temps que s'étendait à tous les citoyens la possibilité de participer à l'élection des diverses institutions représentatives, celles-ci voyaient le pouvoir réel leur échapper pour se concentrer toujours davantage dans des sphères réduites de l'appareil d'Etat, liées aux réseaux d'intérêts capitalistes les plus puissants.

Cette évolution a été poussée à son comble. Depuis 1945 les femmes ont le droit de vote, depuis 1980 les jeunes de plus de 18 ans (qui autrefois avaient le droit - pardon, l'obligation! - d'aller se faire trouer la peau pour défendre la patrie et le coffre-

fort des bourgeois, mais pas de mettre le bulletin sacré dans l'urne) les ont rejoint; demain, peut-être, ce sera au tour des travailleurs étrangers qui sont souvent sujets à une exploitation négrière, taillables et corvéables à merci, mais sont toujours considérés politiquement comme des mineurs. Cet état d'infériorité politique à laquelle était et est encore soumise une partie de la population laborieuse devait et doit être combattu sans hésitations par les prolétaires conscients parce que la classe ouvrière ne peut laisser une partie d'elle-même particulièrement soumise à l'oppression bourgeoise sans s'affaiblir toute entière: la lutte pour l'égalité des droits, pour l'égalité devant la loi bourgeoise, est en ce sens une revendication prolétarienne élémentaire. Mais qui pourrait croire que ces droits et la légalité bourgeoises, qui ne sont que la codification de la domination capitaliste, pourraient permettre d'en finir avec cette domination? Qui pourrait croire sérieusement, surtout après l'expérience de l'alternance des majorités et gouvernements de droite et de gauche qui ont suivi fondamentalement **la même politique bourgeoise**, que le Parlement et les institutions représentatives soient réellement l'expression de la **souveraineté populaire**, que la voie électorale et parlementaire soit effectivement la voie de l'émancipation?

S'il veut résister à l'exploitation, le prolétariat n'a d'autre possibilité véritable que de tourner le dos à cette voie **démocratique** pour retrouver ses armes de classe, pour reprendre la lutte anticapitaliste ouverte. S'il veut s'émanciper de l'esclavage salarié, il lui faut supprimer le capitalisme et pour cela renverser l'Etat des capitalistes, détruire toutes ses institutions, même les plus démocratiques et instaurer son propre pouvoir de classe, la **dictature du prolétariat** qui seule peut réaliser la lourde tâche de transformation économique et sociale. C'est cette position qui distingue les révolutionnaires, les communistes, des réformistes adversaires de la révolution, qui prétendent mensongèrement que le capitalisme peut s'amender et se transformer grâce aux institutions démocratiques; c'est cette position qui distinguait la nouvelle Internationale constituée en réaction à la honteuse trahison de la IIe Internationale, passée avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie lors de l'éclatement du premier conflit mondial après des années d'une pratique réformiste au cours de laquelle le **crétinisme parlementaire** (déjà dénoncé par Marx comme un danger menaçant) avait fini par l'emporter dans le mouvement ouvrier.

Si tous étaient d'accord dans l'Internationale Communiste nouvelle-née sur la condamnation de la voie réformiste, démocratique, électorale et parlementaire, une question tactique n'était cependant pas résolue: quelle attitude pratique adopter par rapport à ces institutions démocratiques représentatives, par rapport au système électoral, étant donné la persistance de leur influence parmi les larges masses? Cette question qui ne se pose pas aujourd'hui, malheureusement, comme alors sur le plan de la pratique - mais elle le fera demain - fut l'objet d'un débat historique dont les participants ne mesuraient peut-être pas toute l'importance. 80 ans plus tard, alors que les funestes illusions démocratiques fleurissent toujours, alors que le cadavre puant de l'électoralisme marche encore, avec l'aide précieuse de prétendus révolutionnaires, l'importance de ce débat et des leçons à en tirer pour l'activité du futur mouvement communiste ne peut être mis en doute.

(1) Voir les «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat» adoptées par le premier Congrès.

Introduction à l'édition de 1967

Jusqu'au IIe Congrès de l'Internationale Communiste (Moscou, juillet-août 1920), il n'avait pas été clairement établi si les sections de la nouvelle Internationale devaient ou non faire figurer dans leurs moyens tactiques la participation aux élections et l'intervention dans les Parlements des pays capitalistes européens. Cette question avait pris des développements divers selon les pays.

Personne ne mettait en doute que la nouvelle organisation du prolétariat révolutionnaire devait accueillir les seuls mouvements qui avaient lutté contre la guerre impérialiste en rompant avec les traîtres socialistes qui l'avaient appuyée. Il était également certain que les sections de la IIIe Internationale devaient agir sur le terrain de l'insurrection armée pour renverser le pouvoir bourgeois et instaurer la dictature du prolétariat, comme dans la Russie d'Octobre 1917. Mais les résolutions pourtant très nettes du premier Congrès de mars 1919 ne semblaient pas exclure, même dans l'esprit des Bolcheviks russes, que certains mouvements d'orientation anarchiste ou syndicaliste-révolutionnaire viennent grossir la grande vague révolutionnaire. Citons seulement la Confédération Nationale du Travail espagnole, de tendance libertaire, l'extrême-gauche de la C. G. T. française, les I. W. W. d'Amérique (Ouvriers Industriels du Monde), les Shop Stewards Committees écossais et anglais (Comités de délégués d'usines); l'Italie et l'Allemagne doivent être traitées à part.

Ces mouvements n'hésitaient pas à condamner le social-patriotisme et le réformisme, ne doutaient pas de la nécessité de l'insurrection, mais n'avaient pas de position claire sur les problèmes du pouvoir et de la terreur révolutionnaire, de l'Etat et du parti politique, que les Bolcheviks avaient parfaitement résolus quant à eux. Presque tous s'opposaient à l'utilisation du Parlement tant par tradition que par réaction à l'opportunisme.

En Italie, cette question fut posée nettement dès la fin de la Grande Guerre: si le Parti Socialiste avait évité de tomber dans le mensonge de l'unité nationale, l'action du groupe parlementaire dominé par la droite réformiste, était allée à l'encontre de toute perspective d'action révolutionnaire dans l'après-guerre. La fraction révolutionnaire intransigeante avait triomphé dans le parti dès avant la guerre, mais elle n'osa rompre qu'avec l'extrême-droite ultra réformiste des Bissolati et consorts, expulsée en 1912. Aussi les éléments les plus décidés de la gauche du Parti commencèrent-ils à pressentir la nécessité d'une scission

dans le vieux Parti; ils aboutirent à cette conclusion historique qu'il fallait en finir avec la méthode électorale et parlementaire si l'on voulait conduire le prolétariat à l'assaut révolutionnaire.

Cette position, défendue dans le journal «Il Soviet», fondé à Naples en 1918, fut repoussée par la majorité au Congrès du Parti Socialiste à Bologne en 1919. Mais les partisans de la participation électorale, tout en se prévalant de l'approbation de Lénine, eurent l'immense tort de maintenir l'unité du grand parti électoral, s'opposant ainsi directement à Lénine et aux directives fondamentales de la IIIe Internationale. Ils allèrent même jusqu'à repousser l'offre des abstentionnistes qui acceptaient de renoncer à leur préalable antiparlementaire, pourvu que la scission soit consommée.

Il est bon de rappeler qu'en Italie le parti s'était séparé depuis longtemps du courant syndicaliste-révolutionnaire et qu'une scission d'inspiration syndicaliste-révolutionnaire s'était également produite dans la Confédération du Travail. Elle avait donné naissance en 1908 à l'Union Syndicale Italienne qui se divisera à son tour en deux organisations sur la question de la guerre.

En Allemagne, la situation était toute différente. Le mouvement anarchiste était négligeable, le syndicalisme sorélien n'existait pas et aucune scission n'avait divisé les syndicats. A l'éclatement de la guerre de 1914, tout le mouvement politique et syndical suivit d'abord l'orientation social-patriotique. La scission commença dans le domaine politique, le Parti Socialiste Indépendant se détachant de la vieille Social-Démocratie. Plus tard, l'«Union de Spartacus», fondée en 1916 mais qui était entrée dans le Parti Indépendant, finit par se constituer en Parti Communiste Allemand. Deux tendances s'y délimitèrent, non pas seulement sur la tactique parlementaire, mais sur le problème bien plus important, et lié à des questions de principe, de la scission syndicale. L'aile gauche des Spartakistes, qui alla jusqu'à la scission pour former le K. A. P. D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand), soutenait qu'étant donnée la trahison des syndicats liés à la Social-Démocratie, il fallait préconiser leur boycottage et la formation d'une nouvelle organisation syndicale révolutionnaire orientée à gauche.

Le problème était grave: le courant du K. A. P. D. se ressentait des erreurs syndicalistes répandues dans les pays latins et qui trouvaient également un certain écho dans le mouvement hollandais par le canal du journal *De Tribune*, dirigé par les théoriciens Gorter et Pannekoek. Ce courant s'efforçait de diminuer l'importance du parti politique, de la centralisation et de la discipline nécessaires; il manifestait les mêmes hésitations sur la question de l'Etat, prouvant ainsi qu'il ne partageait pas la conception russe du Parti politique administrant la dictature du prolétariat. On sait du reste que même le K. P. D., qui restait lié à Moscou, ne comprenait pas clairement au début que le Parti politique révolutionnaire doit prendre le pouvoir directement en mains.

Il va de soi que les Bolcheviks russes et la direction de la nouvelle Internationale attachaient la plus grande importance au problème allemand;

Lénine le mit au centre de sa fameuse brochure sur «La maladie infantile du communisme» dont le but essentiel était de prévenir l'entrée dans le mouvement communiste de tendances d'orientation anarchiste, incapables de comprendre la question de l'autorité au sein du Parti et de l'Etat. La critique de Lénine, dominée par l'attention qu'il porte au développement du mouvement allemand, d'importance historique fondamentale, traite cette question parallèlement à celle de la tactique parlementaire et il est indubitable qu'il condamne aussi bien la scission syndicale que l'abstentionnisme électoral.

Entre temps, la Fraction Abstentionniste Italienne s'était efforcée de préciser à Moscou, au moyen de deux lettres, qu'en Italie ces deux questions n'interféraient nullement entre elles, que la fraction de gauche du Parti Socialiste comprenait parfaitement les positions marxistes sur le Parti et l'Etat et que, non seulement elle n'avait pas la moindre sympathie pour le mouvement anarchiste ou syndicaliste, mais menait contre lui une polémique ouverte. Si ces lettres durent franchir bien des obstacles pour parvenir à Moscou, c'est un fait que Lénine intervint personnellement pour qu'un représentant de la Fraction Abstentionniste Italienne participât au II^e Congrès.

Il ne sera pas mauvais de noter également que dans les réunions préparatoires de ce Congrès, lorsqu'il s'agissait d'admettre les représentants des divers pays, les Abstentionnistes italiens soutinrent que les organisations n'ayant pas un caractère politique affirmé, comme les mouvements espagnol, français, écossais et anglais déjà cités, ne devaient pas avoir voix délibérative.

* * *

Au cours des séances du Congrès dont nous reproduisons plus loin quelques-uns des documents les plus importants, la discussion mit tout de suite en évidence la différence radicale entre l'opposition à la participation électorale que défendait la Gauche italienne et celle que menaient de leur côté les syndicalistes ou semi-syndicalistes d'autres pays.

Le rapporteur sur la question parlementaire fut Boukharine, qui parla au cours de la séance du 2 août 1920. Il présenta les thèses qu'il avait rédigées avec Lénine et auxquelles Trotsky avait ajouté une introduction intitulée «La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme», et annonça un contre-rapport du représentant abstentionniste italien qui avait soumis lui aussi au Congrès un ensemble de thèses. Il annonça également que le camarade Wolfstein rendrait compte des travaux de la Commission et polémique longuement contre les adversaires de la tactique parlementaire, tout en distinguant entre les deux groupes d'orientations théoriques différentes. Le rapport du représentant italien suivit; prenant aussi en considération les arguments avancés par Lénine dans «La maladie infantile du communisme», il développa les idées contenues dans ses thèses. L'Ecossais Gollacher parla ensuite contre le parlementarisme; puis le Bulgare Chaplin qui lui était

favorable; le Suisse Herzog ensuite, contre; l'Anglais Murphy réfuta les arguments de Gallacher; le Français Souchy s'opposa au parlementarisme, mais à la manière syndicaliste.

Lénine prit alors la parole et son discours, comme toujours, fut d'une extrême importance. Etant donnée l'ampleur déjà prise par la discussion, le rapporteur des thèses abstentionnistes lui répliqua très brièvement en exprimant ouvertement la profonde préoccupation que faisaient naître en lui **les arguments mêmes**, de nature tactique, qu'employait Lénine pour soutenir que non seulement on pouvait, mais encore que l'on devait agir au Parlement dans le but de détruire l'Etat bourgeois et le Parlement lui-même. Boukharine, le premier rapporteur, vint clore le débat en répondant à tous les antiparlementaristes; Murphy, Chaplin, Galdenberg (qui proposa un amendement en faveur du boycottage des élections dans la phase insurrectionnelle) et le représentant des jeunes socialistes italiens, Polano, firent de brèves déclarations. Enfin, l'italien Serrati se fit entendre et Herzog répondit aux protestations des Bulgares.

Lors du vote, sept voix seulement n'allèrent pas aux thèses de Boukharine-Lénine, qui furent donc approuvées par une large majorité. Sur ces sept voix et à la demande expresse du rapporteur abstentionniste, soucieux d'éviter toute confusion avec les arguments des syndicalistes-révolutionnaires, trois seulement se portèrent sur les thèses qu'il avait défendues: celles du Parti Communiste Suisse, du Parti Communiste Belge et d'une fraction du Parti Communiste Danois. Le rapporteur lui-même n'avait pas voix délibérative, mais seulement consultative.

* * *

La nature même des documents que nous publions facilite leur présentation. On peut dire que l'introduction de Trotsky, les thèses de Boukharine-Lénine et les thèses des marxistes abstentionnistes ne présentent aucune différence dans l'examen de la fonction historique du Parlement bourgeois. Du point de vue des principes, ces trois textes établissent que la révolution doit renverser le pouvoir d'Etat bourgeois par une action violente et en détruire la machine jusqu'au dernier engrenage; que le Parlement est un des éléments les plus contre-révolutionnaires de l'appareil d'Etat bourgeois et qu'il doit donc être éliminé par la force. Ainsi l'avaient fait les Bolcheviks avec l'Assemblée Constituante, bien qu'ils aient participé à son élection. Ainsi Marx suggérait de le faire en 1871 lorsqu'il souhaitait que les Communards marchent sur Versailles et dispersent l'ignoble Assemblée Nationale qui créera la III^e République. Après sa victoire, le prolétariat doit donc construire un nouvel Etat, l'Etat de sa dictature fondé sur les Conseils ouvriers et marquer ainsi la fin historique du pouvoir bourgeois, de l'Etat et du Parlement capitalistes.

De longues années se sont écoulées depuis le II^e Congrès de l'Internationale

tionale. Mais une constatation légitime s'impose: la pratique parlementaire à laquelle ont abouti les faux partis communistes qui ont l'audace de se couvrir des arguments de Boukharine, de Lénine et de Trotsky a complètement renié ces principes fondamentaux pour s'identifier au vieux parlementarisme de la IIe Internationale. Le Parlement est désormais présenté ouvertement comme un organisme éternel, de même que l'on considère l'Etat bourgeois comme une structure pouvant accueillir une représentation authentique des forces de la classe prolétarienne. Cela rappelle irrésistiblement la facile prévision qui fut faite à la fin de la réplique à Boukharine: «Je souhaite que le prochain Congrès de l'Internationale Communiste n'ait pas à discuter les résultats de l'action parlementaire, mais plutôt à enregistrer les victoires que la révolution communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays. Si cela n'est pas possible, je souhaite au camarade Boukharine de pouvoir nous présenter un bilan moins triste du parlementarisme communiste que celui par lequel il a dû commencer aujourd'hui son rapport».

Nous avons déjà parlé du discours de Lénine. Il montre clairement combien le grand révolutionnaire était fermement convaincu de la possibilité d'envoyer dans les Parlements bourgeois des groupes de députés communistes capables d'affronter les institutions capitalistes non seulement par des discours théoriques, mais par une action offensive, de sabotage, violemment destructrice, et qui se serait intégrée à l'action armée des masses (nous avons le droit de penser aujourd'hui que cette prévision n'aurait pu se réaliser même si la révolution avait éclaté dans le bref délai de quelques années, comme Lénine et tous les communistes en étaient alors convaincus). Mais les formulations de Lénine dans ce discours, avec toute sa puissance dialectique, suffisaient pour provoquer de sérieuses inquiétudes, non pas tellement sur ce qu'aurait pu faire l'Internationale dirigée par lui, mais sur les interprétations qui n'auraient pas manqué d'exploiter de sinistre manière ses trop larges autorisations à assouplir la tactique.

Lénine dit: «Comment voulez-vous sortir des Parlements quand l'histoire vous enseigne que toute lutte révolutionnaire entre les classes s'y reflète, s'y répercute, s'y développe grâce à l'immense publicité qu'elle y reçoit?». Et encore: «Il faut compter avec les faits, et le Parlement est toujours l'arène de la lutte des classes». Atterré par cette phrase, le jeune représentant des Abstentionnistes osa demander à son grand contradicteur si une telle audace dialectique n'introduisait pas le risque de renoncer un jour à la condamnation de toute participation des députés prolétariens aux ministères bourgeois que les marxistes radicaux avaient toujours prononcée.

Il est clair pour nous aujourd'hui que la pensée de Lénine était à cent lieues des développements que le néo-opportunisme a donnés à cette formule en la dénaturant complètement. On vient nous dire maintenant que toute lutte de classe au sein de la population, non seulement se reflète au Parlement, mais peut réellement se développer et trouver sa solution dans les querelles

parlementaires. Encore un pas et toutes les thèses initiales, celles de Lénine lui-même, sont reniées et avec elles cette affirmation fondamentale que le passage du pouvoir d'un parti de classe à un autre ne peut historiquement passer par la voie de la démocratie, mais seulement par celle de la révolution. Seuls les traîtres les plus éhontés peuvent insinuer que la pensée de Lénine est conciliable avec cette ignoble affirmation que c'est en somme presque par accident qu'en Russie les Bolcheviks prirent le pouvoir par la guerre civile et que donc, dans d'autres pays, et même dans tous les autres, il suffira d'emprunter cette voie parlementaire et démocratique dont les textes de Lénine, de Boukharine et de Trotsky prononçaient la condamnation historique même quand ils soulignaient la possibilité d'une action à l'intérieur des Parlements pour les partis communistes expressément constitués en vue de l'insurrection.

Dans les congrès ultérieurs, ce désir de concilier des contradictions doctrinales manifestes par une immense force de volonté politique, se développa dangereusement et plus encore lorsqu'un Lénine ne fut plus là pour les résoudre; ainsi se trouvèrent établies les bases de cette chute catastrophique dans l'opportunisme dont nous avons vécu les différentes phases au cours des dernières décennies.

Il devient aujourd'hui évident qu'il ne s'agit plus de prévoir théoriquement, mais d'apprécier des faits historiques réels et notre perspective est facilement confirmée par une lecture en profondeur des textes de cette discussion historique de 1920.

Première partie

Position du problème: l'année 1919

Avec les deux textes de Zinoviev et de Trotski qui ouvrent cette brochure, le problème du parlementarisme et de la lutte pour les Soviets apparaît dans toute la lumière des batailles de classe de l'année 1919. Cette année commença par de grandes promesses révolutionnaires. Le 1er janvier, les Spartakistes annonçaient la création du Parti communiste allemand dont Lénine dira «Dès le moment de sa fondation, l'Internationale Communiste est devenue un fait». Mais l'année 1919, c'est aussi le point culminant de la révolution allemande, les victoires, bien qu'éphémères, des Soviets de Hongrie et de Bavière, les plus puissants mouvements de grèves de l'après-guerre en Italie. Ce sont enfin les débuts de l'intervention étrangère contre la Russie et les premiers succès de la jeune république des Soviets devant les armées blanches soutenues par l'Angleterre et la France «démocratiques».

Ainsi l'histoire inscrivait en lettres de sang l'**opposition irréductible entre la démocratie parlementaire et la dictature prolétarienne**. Mais le prolétariat saurait-il justement en déchiffrer le sens? Car l'année 1919, ce fut aussi une «grande année électorale». En Allemagne, les élections de janvier installent au pouvoir les bourreaux «socialistes» de R. Luxembour et K. Liebknecht. En Italie, comme en France les campagnes électorales des réformistes posent ouvertement ce dilemme ou élections ou révolution. Mais les masses savent rarement lire l'histoire qu'elles composent. Lorsque l'Assemblée Nationale allemande se réunit à Weimar, le 6 février 1919, le Conseil central des Soviets de toute l'Allemagne décide de lui remettre ses pouvoirs. Plus tard, dans ses «Mémoires», le prince Max de Bade écrira sur les événements de fin 1918 - début 1919: Je me suis dit la révolution va triompher; nous ne pouvons pas la battre, mais peut-être pourrons-nous l'étouffer... Si la rue me présente Ebert comme tribun du peuple, ce sera la République; si elle désigne Liebknecht, ce sera le bolchevisme. Mais si le Kaiser abdique et nomme Ebert Chancelier, il restera encore un petit espoir pour la monarchie. Peut-être réussira-t-il à détourner l'énergie révolutionnaire dans les cadres légaux d'une campagne électorale».

Telle était la situation vue par un vieux défenseur des Habsbourg. L'Internationale de Lénine n'envisageait pas autrement le rôle de la rue et du parlement dans la révolution européenne. Zinoviev, dans sa circulaire, comme Trotsky dans sa lettre sur J. Longuet, désignent ce qu'il faut abattre non seulement la pratique parlementaire des héros de la IIe Internationale, mais le **Parlement lui-même**, le moulin à paroles des illusions démocratique; non

seulement les députés socialistes qui avalent le plus manifestement trahi, mais toute la politique de la social-démocratie patriote, pacifiste et parlementaire. En effet, qui ne reconnaît pas, dans le portrait magistral du centriste Longuet, les traits caractéristiques des «communistes» Cachin et Thorez les thèmes favoris des variations parlementaires dont le P.C.F. nous a donné depuis le triste spectacle?

La circulaire de Zinoviev pose avec beaucoup de force le problème que débattrà un an plus tard le IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Elle montre la nécessité de détruire la machine parlementaire bourgeoise et oppose aux vains espoirs «d'organiser de nouveaux parlements plus démocratiques» un seul mot d'ordre: **A bas le Parlement! Vive le pouvoir des Soviets!** Zinoviev souligne encore qu'il n'y a aucun lien logique entre cette position de principe et la tactique «parlementaire» de l'Internationale Communiste qui préconise d'utiliser la tribune de la Chambre et les campagnes électorales pour l'agitation révolutionnaire, l'organisation des masses et l'appel à la lutte ouverte contre l'Etat bourgeois, jusque et y compris l'insurrection armée. Miner l'édifice de l'intérieur en attendant de pouvoir le livrer à l'assaut des masses, tel était le «parlementarisme révolutionnaire» de Lénine et de Liebknecht, et rien de plus!

Zinoviev fait enfin cette constatation importante que «ni en France, ni en Amérique, ni en Angleterre» - pays capitalistes les plus avancés où le mécanisme démocratique fonctionnait déjà depuis de longues décennies - «Il n'y a eu parmi les ouvriers de parlementaires révolutionnaires». De cette constatation, la Fraction Abstentionniste Italienne avait conclu dès cette époque à «l'incompatibilité théorique et pratique entre la préparation révolutionnaire et la préparation électorale» (1) dans les pays de vieille démocratie. Comme le montre la circulaire de Zinoviev, l'Internationale Communiste croyait à la possibilité d'un parlementarisme révolutionnaire si le prolétariat européen réussissait à créer de solides partis révolutionnaires. «Si un tel parti existe, tout peut changer», dit Zinoviev. Voici donc à quoi tenait, en cette année 1919, toute la souplesse tactique de l'Internationale Communiste sur cette question. Sous la poussée Irrésistible de la crise révolutionnaire, l'on espérait légitimement que surgiraient en Europe occidentale, comme dans l'Allemagne de Liebknecht et Rosa Luxembourg, de solides partis communistes capables non seulement de donner de grands exemples de parlementarisme révolutionnaire mais encore de «faire comme en Russie»: disperser toutes les assemblées constituantes bourgeoises, tous les fétiches parlementaires des socialistes petits bourgeois, et faire triompher sur leurs ruines la dictature du prolétariat.

(1) Voir plus loin, p. 50, «Préparation révolutionnaire ou préparation électorale», ainsi que, dans la série «Histoire de la Gauche communiste», le n° 33 de «Programme Communiste».

Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets

(Lettre-circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste)

Chers Camarades,

La phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose entre autres questions, de façon impérieuse, la question du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte des classes devient plus âpre, tous les éléments révolutionnaires en s'unissant ou, en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du pouvoir des Soviets, adhèrent au mouvement communiste. Les groupes anarcho-syndicalistes, et parfois des groupes qui simplement s'intitulent anarchistes, entrent ainsi dans le courant général. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste le constate avec joie.

En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat forme le noyau du Parti communiste; en Amérique, et partiellement en Angleterre, la lutte pour les Soviets est menée par des organisations telles que les I.W.W. Ces groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes parlementaires. D'autre part, les éléments du Parti communiste issus des partis socialistes sont enclins pour la plupart à admettre même l'action parlementaire (groupe Lorient en France, membre de l'I.S.P. en Amérique, membres de l'I.L.P. en Angleterre). Tous ces courants qui doivent être à tout prix et au plus tôt unis dans les cadres du Parti communiste ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse à tous les partis frères la présente lettre spécialement consacrée à cette question.

La plate-forme commune sur laquelle il faut s'unir, c'est actuellement la reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que c'est justement à ce sujet qu'a été précisée la limite entre le parti du prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traitres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le Centre (Kautsky en

Allemagne, Longuet en France, I.L.P. et certains éléments du B.S.P. en Angleterre, Hilquitt en Amérique) constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement anti-socialiste parce qu'elle ne veut et ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Au contraire, les groupes et les partis qui, dans le passé, n'admettaient aucune lutte politique (par exemple certains groupes anarchistes), reconnaissant le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, ont par là même renoncé à leur caractère apolitique et admettent l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie. Nous avons ainsi, répétons-le, une plate-forme commune: celle de la lutte pour la dictature des Soviets.

Les anciennes subdivisions du mouvement ouvrier sont évidemment périmées. La guerre a entraîné un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes ou syndicalistes qui professent la négation du parlementarisme se sont, pendant les cinq années de guerre, conduits d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Le regroupement des forces s'accomplit d'après une nouvelle ligne: pour ou contre la révolution prolétarienne, les Soviets, la dictature, l'action des masses jusqu'à l'insurrection armée. Telle est de nos jours la question fondamentale. Tels sont les critères essentiels. Tels sont les drapeaux sous lesquels se formeront et se forment les nouveaux rassemblements.

Quel rapport y a-t-il entre la reconnaissance du principe des Soviets et le parlementarisme? Il faut ici distinguer avec soin deux questions qui n'ont entre elles aucun lien logique: celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'Etat et celle de l'utilisation du parlementarisme afin de concourir à la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions, ce qui, sur le terrain de la lutte pratique est de l'effet le plus fâcheux. Examinons tour à tour chacune d'elles et tirons toutes les conclusions nécessaires. Quelle est la forme de la dictature prolétarienne? Nous répondons: les Soviets. Une expérience d'une signification mondiale l'a démontré. Le pouvoir des Soviets est-il compatible avec le parlementarisme? Non, trois fois non. Il est absolument incompatible avec les parlements existants, parce que la machine parlementaire représente la puissance concentrée de la bourgeoisie. Les députés, les chambres, leurs journaux, leur système de corruption, les liens des parlementaires dans la coulisse avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'Etat bourgeois sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il faut les briser. La machine gouvernementale de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doivent être brisés, dispersés, anéantis; il faut organiser sur leurs ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des «parlements» ouvriers, c'est-à-dire les Soviets. Seuls les traîtres de la classe ouvrière peuvent leurrer les prolétaires en leur faisant espérer une transforma-

tion sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement; aucun compromis n'est admissible avec eux. Aussi notre mot d'ordre est-il pour tout pays bourgeois: **A bas le parlement! Vive le pouvoir des Soviets!**

Mais on peut poser la question suivante: Soit! Vous n'admettez pas le pouvoir des parlements bourgeois actuels; mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus démocratiques, basés sur un véritable suffrage universel? A cela nous répondons: pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, de façon décisive, sans admettre dans son sein, dans son organisation du pouvoir, des ennemis de classe. A ces exigences les Soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans, élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisferont seuls. La question de la forme du pouvoir prolétarien se pose ainsi. Dès maintenant, il faut renverser le gouvernement bourgeois des rois, des présidents, des parlements, des chambres de seigneurs, des assemblées constituantes. Toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir. Passons maintenant à la deuxième question fondamentale: **Peut-on utiliser les parlements bourgeois** dans le but de développer la lutte révolutionnaire de classe? Cette question, comme nous l'avons dit plus haut, n'a aucun lien logique avec la première. En effet, l'on peut tendre à détruire une organisation en y entrant, «en l'utilisant». Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leurs propres desseins des partis socialistes officiels, des trade-unions, etc. Prenons un exemple. Les communistes bolcheviks russes participèrent aux élections de l'Assemblée Constituante. Ils y siégèrent, mais ils y vinrent pour dissoudre cette assemblée au bout de 24 heures et pour réaliser totalement le pouvoir des Soviets. Le parti bolchevik a eu ses députés à la Douma d'Etat du tsar. Reconnut-il alors cette Douma comme une forme d'organisation de l'Etat idéale ou simplement admissible? Il serait insensé de le supposer. Il y envoyait ses représentants pour attaquer aussi de ce côté l'appareil gouvernemental du tsarisme, pour contribuer à la destruction de cette même Douma. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tsar condamna les «parlementaires» bolcheviks aux travaux forcés pour «haute trahison». Les députés bolcheviks menaient aussi, en profitant ne fût-ce que momentanément de leur «inviolabilité», l'action illégale, organisant les masses pour monter à l'assaut du tsarisme. Mais une telle action «parlementaire» n'a pas été vue qu'en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Notre défunt camarade a été un révolutionnaire modèle; n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune du Landtag prussien les soldats à la révolte contre ce même Landtag? Sans aucun doute. Et nous voyons maintenant combien est admissible et profitable une pareille attitude. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait jamais pu manifester une telle activité; ses discours

n'auraient pas eu la même portée. L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois peut également nous en convaincre. En Suède, le camarade Hoeglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député, il contribue à la destruction du système parlementaire bourgeois. Personne en Suède n'a fait autant que notre ami pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre. Nous voyons le même fait en Bulgarie. Les communistes bulgares ont utilisé, avec succès à des fins révolutionnaires la tribune du parlement. Aux dernières élections, ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Kolarov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent contraindre la tribune parlementaire à servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail «parlementaire» exige une hardiesse et un tempérament révolutionnaire exceptionnels. Ici en effet les hommes sont à un poste particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp; ils entrent au parlement non pour recevoir cette machine entre leurs mains, mais pour aider les masses à la faire sauter du dehors.

Ainsi, sommes-nous pour la conservation des parlements bourgeois démocratiques en tant que forme de gouvernement de l'Etat?

Non, en aucun cas. Nous sommes pour les Soviets. Sommes-nous pour l'utilisation des parlements au profit de notre travail communiste tant que nous n'avons pas la force de les renverser?

Oui, mais en observant diverses conditions.

Nous savons très bien que ni en France, ni en Amérique, ni en Angleterre, il n'y a eu parmi les ouvriers des parlementaires révolutionnaires. Mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons bonne soit erronée. Toute la question réside en ce fait qu'il n'y a jamais eu dans ces pays de parti révolutionnaire tels que les Bolcheviks russes et les Spartakistes allemands. Si un tel parti existe, tout peut changer. Il faut en particulier: 1) que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du Parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses); 2) que les interventions au Parlement correspondent à cette lutte; 3) que les députés prennent part au travail illégal; 4) qu'ils agissent sur mandat du comité central du Parti, en se soumettant à lui; 5) que dans leurs interventions ils ne s'embarrassent pas des formes parlementaires (qu'ils n'aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu'ils sachent parler par-dessus sa tête). Faut-il ou non participer, à tel moment donné, à telle campagne électorale? Cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être au moment opportun spécialement examinées. Les Bolcheviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils étaient pour la participation aux élections à la deuxième Douma, 'quand il fut prouvé que la domination des bourgeois et des grands propriétaires fonciers durerait encore pendant quelques années en Russie. Avant les 'élections pour l'Assemblée Constituante allemande de 1918, une partie des Spartakistes

voulait y participer, l'autre y était opposée. Mais le parti resta un Parti communiste unique.

Nous ne pouvons renoncer en principe à utiliser le parlementarisme. Au printemps 1918, alors que le Parti bolchevik était déjà au pouvoir en Russie, il déclara dans une résolution spéciale prise à son VIIe Congrès que si par suite d'un concours particulier de circonstances la bourgeoisie parlementaire prenait de nouveau momentanément le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à tirer de nouveau parti du parlementarisme bourgeois. Il ne faut pas se lier les mains à cet égard.

Ce que nous voulons souligner, c'est que la véritable solution du problème a lieu dans tous les cas hors de l'enceinte du Parlement, dans la rue. Il est maintenant évident que la grève et l'insurrection sont les seules méthodes décisives de lutte entre le Travail et le Capital. C'est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de mobilisation des masses: création du Parti, création de nos groupes dans les associations professionnelles et conquête de celles-ci, organisation des Soviets au cours de la lutte, direction de l'action des masses, agitation dans les masses en faveur de la révolution. Voilà ce qui est au premier plan. Les interventions parlementaires et la participation aux campagnes électorales ne sont dans ce travail qu'un moyen secondaire et rien de plus.

S'il en est ainsi, et il en est indiscutablement ainsi, il va de soi que ceux dont les opinions divergent sur cette question ne doivent pas se diviser pour cela. La pratique des prostitutions parlementaires a été tellement écoeurante que les meilleurs camarades ont là-dessus des préjugés. Il faut les détruire peu à peu au cours de la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi nous insistons auprès de tous les groupes et de toutes les organisations qui mènent une lutte effective pour les Soviets, en faveur d'un maximum d'union, malgré les désaccords sur ce sujet,

Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s'unir au plus tôt et former un Parti communiste unique.

Salut communiste.

**Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste:
G. Zinoviev
«L'Internationale Communiste», n° 5, septembre 1919.**

Jean Longuet: déchéance du parlementarisme

(Le 18-12-1919, Trotsky,
«L'Internationale Communiste», n° 7-8)

Servie par un heureux hasard, l'amabilité proverbiale de J. Longuet a réussi à placer sous mes yeux le compte rendu sténographique du discours prononcé par l'honorable député le 18 septembre (deux mois avant les dernières élections) à la tribune de la Chambre française. Le discours est intitulé: «*Contre la paix impérialiste. Pour la révolution russe*». La lecture de cette brochure m'a plongé pendant une demi-heure au cœur même du parlementarisme, à cette époque de décadence de la république bourgeoise. Elle m'a rappelé le mépris salutaire avec lequel Karl Marx parlait de l'atmosphère empoisonnée du Parlement.

Visiblement soucieux de conquérir immédiatement la bienveillance de ses adversaires, Longuet commence par évoquer devant ces collègues la mesure et la courtoisie dont il ne s'est jamais départi au sein de l'honorable assemblée. Il s'associe pleinement aux «considérations si judicieuses que notre collègue Viviani vient de développer avec sa remarquable éloquence». Pourtant lorsque Longuet tente de se servir de l'adroite lancette de sa critique, les brailards les plus cyniques du nationalisme lui jettent à la face «l'Alsace-Lorraine»... Mais l'esprit de conciliation est la vertu cardinale de J. Longuet et il le contraint à rechercher avant tout un terrain d'entente avec l'ennemi. L'Alsace-Lorraine! Longuet ne vient-il pas de dire lui-même qu'il salue dans le traité de paix toute une série de paragraphes heureux? «On vient de faire allusion à l'Alsace-Lorraine. Nous sommes tous d'accord à ce sujet» et J. Longuet d'enfourer instantanément dans la poche de son gilet sa lancette critique qui ressemble d'ailleurs à un cure-ongles.

Dans son examen du traité de paix, Longuet adopte pour critère l'idée de Patrie, telle qu'elle est définie par Renan, ce jésuite réactionnaire athée. De Renan qui doit lui assurer sa communion avec le Parlement nationaliste, Longuet passe au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes «proclamé par la révolution russe et adopté par le président Wilson». C'est précisément ce principe, oui, messieurs, ce grand, ce généreux principe de Renan, de Lénine et de Wilson que J. Longuet voudrait voir inscrit dans le traité de paix. Mais «dans un certain nombre de cas (sic), ce droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes n'a pas été sanctionné», ce dont J. Longuet se déclare peiné.

Cet orateur si courtois est cependant qualifié avocat de l'Allemagne par des interpellateurs grossiers. J. Longuet se défend énergiquement contre l'accusation de plaider la cause de l'Allemagne, c'est-à-dire de soutenir un peuple écrasé et opprimé contre la France ou plutôt contre les bourreaux qui gouvernent et déshonorent la France. «Mes amis en Allemagne, s'exclame Longuet, ce sont ceux qui s'insurgeaient contre le Kaiser, ceux qui ont subi des années de prison et dont quelques-uns ont donné leur vie à la cause que nous défendons». De quelle cause, au juste, s'agit-il? Est-ce de la réparation du droit lésé en 1871 ou de la destruction de l'ordre bourgeois? Longuet oublie de le préciser. Les cadavres de Liebknecht et de Rosa Luxembourg lui servent de bouclier contre les attaques des impérialistes français. Vivants, ces héros du communisme allemand reniaient et flétrissaient les Longuet de toute sorte attelés au char nationaliste sur le siège duquel se trouvait le tsar. Morts, ils sont adroitement accaparés par cet homme qui se glorifie malhonnêtement devant les travailleurs français d'une amitié qu'on lui refuse et qui jette leur martyr aux impérialistes français, comme on jette un os à des chiens enragés.

Ensuite J. Longuet parle de «l'éloquent discours de notre ami Vandervelde». Trois courtes lignes de texte séparent l'évocation du martyr de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, du renvoi à «notre ami Vandervelde». Alors que la vie a creusé un abîme entre Liebknecht et Vandervelde ne laissant comme unique lien entre ces deux hommes que le mépris du révolutionnaire pour le renégat, le doux Longuet embrasse dans une même étreinte le héros et le renégat. Ce n'est pas assez. Afin de donner force légale à son respect parlementaire pour Liebknecht, Longuet appelle à la rescousse le royal ministre Vandervelde qui a proclamé (et qui donc pourrait le savoir mieux que lui?) que deux hommes ont sauvé l'honneur du socialisme allemand: Liebknecht et Bernstein. Mais Liebknecht traitait Bernstein de misérable valet du capitalisme. Mais Bernstein traitait Liebknecht de fou et de criminel. Comment sortir de ce dilemme? Devant ce Parlement agonisant, dans cette atmosphère artificielle de mensonges et de préjugés, J. Longuet unit courtoisement, sans effort, Liebknecht, Vandervelde et Bernstein, comme il unissait tout à l'heure Renan, Lénine et Wilson.

Mais les commis parlementaires de l'impérialisme ne témoignent nulle hâte à suivre l'éloquent Longuet sur le terrain d'entente où il se propose de les entraîner. Non, ils ne céderont pas un pouce de leur position. Quelle que soit l'opinion de Vandervelde sur Liebknecht et Bernstein, les socialistes belges ont voté pour le traité de paix. «Répondez, M. Longuet, les socialistes belges ont-ils, oui ou non, voté pour le traité de paix? (Très bien! Très bien!)» Or, J. Longuet lui-même, afin de replâtrer un peu tardivement sa réputation socialiste, se prépare à voter contre le traité dont il a préparé l'élaboration par toute son attitude antérieure. C'est pourquoi il s'abstient tout simplement de répondre à cette question. Oui ou Non? Ses «amis» ont-ils voté l'infâme traité cupide, féroce et déshonorant, oui ou non? J. Longuet se tait. Les faits non énoncés

à la tribune parlementaire sont réputés inexistants. Rien n'oblige J. Longuet à faire connaître les actions malpropres de «son éloquent ami Vandervelde», tandis qu'il est extrêmement commode de citer ses discours travaillés avec soin et dans un style châtié!

Et puis!... Vandervelde! La Belgique, la violation de la neutralité belge! «Ici nous sommes unanimes», nous flétrissons tous cette atteinte portée à l'indépendance d'un petit pays. Il est vrai que les Allemands ont également protesté, un peu tard. Hélas, tel est le cours de l'histoire. «La conscience du peuple assujéti et trompé ne s'éveille que lentement, par degrés, explique mélancoliquement Longuet. N'en était-il pas de même chez nous, il y a 47 ans, après l'Empire?» Et au moment où les commis attentifs du capitalisme prêtaient l'oreille, se demandant si Longuet n'allait pas dire: Notre peuple ne subit-il pas encore votre joug? N'est-il pas dupé, écrasé, avili par vous? N'en avez-vous pas fait le bourreau des nations? Vit-on une époque où un peuple ait joué par la volonté et par la tyrannie de ses gouvernants un rôle plus criminel, plus misérable, plus honteux que le rôle joué à l'heure actuelle par le peuple français complètement asservi? A ce moment précis, le très affable J. Longuet abandonna galamment le peuple français de 1872 pour dénoncer la coterie criminelle qui trompe, opprime et violente le peuple, non dans le gouvernement de Clémenceau, mais dans celui de Napoléon III dès longtemps abattu et dont les turpitudes ont été depuis infiniment dépassées.

Mais voici que brille de nouveau, dans les mains de notre député, l'inoffensive lancette de poche. «Vous soutenez Noske et ses 1.200.000 soldats qui peuvent constituer demain, contre nous, les cadres d'une puissante armée». Grief stupéfiant! Pourquoi ces représentants de la finance ne soutiendraient-ils pas Noske, sentinelle de la Bourse allemande? Une haine commune contre le prolétariat les unit! Mais cette question capitale n'est pas posée par J. Longuet. Il préfère effrayer ses collègues en leur faisant craindre que l'armée de Noske n'intervienne «contre nous». Contre qui? Noske assassine Rosa Luxembourg, Liebknecht et les Spartakistes. «Contre nous», serait-ce contre les communistes français? Non, certes, mais bien contre la Troisième République, contre la raison sociale Clémenceau - Barthou - Briand - Longuet.

Et voici que reparaît l'Alsace-Lorraine. De nouveau, «là-dessus nous sommes unanimes». Il est assurément regrettable que l'on se soit passé de plébiscite. Et d'autant plus que «nous» n'avons rien à en redouter. D'ailleurs les prochaines élections en tiendront lieu. Et d'ici-là M. Millerand aura accompli en Alsace-Lorraine le travail préparatoire d'épuration et d'éducation, afin que le futur plébiscite puisse réconcilier définitivement la conscience juridique (tellement courtoise) de J. Longuet et les réalités de la politique Foch-Clémenceau. Longuet supplie seulement que le travail d'épuration soit fait avec mesure, afin de ne pas «diminuer les profondes sympathies de l'Alsace et de la Lorraine pour la France». Adoucissez légèrement Millerand et tout sera

pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le Capital français s'est emparé du bassin houiller de la Sarre. Là, il n'est pas question de la «réparation des atteintes au droit» et nul reporter zélé n'a découvert sur les lieux de «profondes sympathies». Nous sommes en présence d'un acte de banditisme commis ouvertement. Longuet en est peiné, Longuet en est affligé. Et son affliction n'est point exclusivement issue de considérations humanitaires: «La houille du bassin de la Sarre, nous dit-il, n'est pas, au rapport des experts, de la meilleure qualité». Ne pouvions-nous pas, demande Longuet, obtenir de l'Allemagne crucifiée la houille dont nous avons besoin et la prendre au bassin de la Ruhr où elle est d'une qualité infiniment supérieure? Cela nous eût évité des débats parlementaires sur le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. M. le Député n'est pas le moins du monde dépourvu de sens pratique.

Naturellement J. Longuet est internationaliste. Il le proclame, et qui pourrait mieux le savoir que lui-même? Mais qu'est-ce que l'internationalisme? «Nous ne l'avons jamais compris comme signifiant un amoindrissement des patries et la nôtre est assez belle pour n'avoir pas besoin qu'on lui oppose les intérêts de quelque autre nation». (Choeur des amis: «Très bien! Très bien!»). L'internationalisme de J. Longuet ne songe nullement à empêcher cette belle patrie, où règnent maintenant les Foch et les Clémenceau, d'utiliser le charbon (d'excellente qualité) du bassin de la Ruhr. Il demande seulement qu'on respecte la forme parlementaire qui nous procure ici même, vous le voyez, l'approbation de tous nos amis.

J. Longuet passe ensuite à l'Angleterre. Pour apprécier la politique de son propre pays il s'est abrité derrière Renan. C'est aussi dans la plus respectable compagnie qu'il descend dans l'arène de la politique britannique. Ayant à parler de l'Irlande, «ne nous sera-t-il pas permis d'évoquer la mémoire des grands hommes d'Etat anglais, Gladstone et Campbell-Bennerman?» Si l'Angleterre avait accordé l'autonomie à l'Irlande, rien n'eût empêché les deux pays de former une fédération. Ayant ainsi assuré par les méthodes de l'illustre Gladstone le bonheur de l'Irlande, J. Longuet se heurte à de nouvelles difficultés: la France aussi a son Irlande. Longuet nomme la Tunisie. «Vous me permettez, messieurs, de vous rappeler que ce pays a fait à la France, au cours de la guerre, les plus nobles et les plus lourds sacrifices. Des 55.000 combattants que Tunis a donnés à la France, 45.000 ont été tués ou blessés: tels sont les chiffres officiels. Et nous avons le droit de dire que cette nation a conquis par ses sacrifices le droit à plus de justice et à plus de liberté». (Choeur des amis: «Très bien! Très bien!»). Pauvres Arabes tunisiens, jetés par la bourgeoisie française dans le creuset ardent de la guerre, triste chair à canon noire qui, sans une lueur de conscience, périssait sur les champs de bataille de la Somme et de la Marne, comme les chevaux importés d'Espagne et les boeufs importés d'Amérique! Cette tâche écoeurante sur l'immonde tableau de la grande guerre est représentée par J. Longuet comme un noble et grand sacrifice que

doit récompenser l'octroi de quelques libertés. Après quelque terne radotage sur l'internationalisme et le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, voici que l'on discute le droit des Arabes tunisiens à une liberté inférieure, à un pourboire que la Bourse française, généreuse parce que repue, cédant aux sollicitations d'un de ses faiseurs parlementaires, jettera à ses esclaves!

Enfin, nous approchons de la Russie. Avec le tact qui lui est propre, J. Longuet adresse d'abord un profond salut à Clémenceau lui-même. «N'avons-nous pas ici-même unanimement applaudi M. Clémenceau quand il nous a donné lecture, du haut de la tribune de la Chambre, du paragraphe annulant le traité de Brest-Litovsk?» A l'évocation du traité de Brest-Litovsk, J. Longuet sort de lui-même, il tonne: «La paix de Brest-Litovsk reste un monument de l'impudence et de la lâcheté du militarisme prussien». Des mains de Longuet partent Les foudres. On le devine: les foudres parlementaires contre le traité de Brest-Litovsk déchiré depuis longtemps par la révolution composent, pour les délicates opérations critiques de l'honorable député sur la paix de Versailles, un fond du plus heureux effet.

J. Longuet est partisan de la paix avec la Russie des Soviets. Il va sans dire qu'il ne conseille aucune démarche compromettante. Plaise à Dieu! Longuet connaît admirablement le bon chemin pour arriver à la paix. C'est celui que traça Wilson lui-même quand il envoya en Russie soviétique son chargé d'affaires Bullit. La portée et le but de la mission Bullit sont maintenant suffisamment connus. Ses conditions ne faisaient que répéter en les aggravant les clauses dictées à Brest-Litovsk par von Kühlmann et Czernin. Le démembrement de la Russie y était consacré en même temps que son dépouillement économique. Mais... cherchons plutôt un autre thème à nos variations oratoires. Wilson (qui ne le sait?) est partisan du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, tandis que Bullit... «Je considère M. Bullit comme un homme des plus droits, des plus probes, des mieux intentionnés...» Qu'il est doux d'apprendre de M. Longuet que la race des justes ne s'est pas encore éteinte à la Bourse américaine et qu'il ya encore, au sein du Parlement français, des députés qui sont capables d'estimer le prix de la vertu américaine!

Ayant rendu justice à MM. Clémenceau et Bullit quant à leurs bonnes intentions envers la Russie, Longuet ne refuse plus ses approbations à la République des Soviets. «Personne ne croira, dit-il, que le régime des Soviets ait pu se maintenir pendant deux ans s'il n'avait pas avec lui les masses profondes du peuple russe. Il n'aurait pu sans cela former une armée de 1.200.000 hommes commandée par les meilleurs officiers de l'ancienne Russie et qui combat avec l'enthousiasme des volontaires de 1793». Nous arrivons au point culminant du discours de J. Longuet. Evoquant les armées de la Convention, il plonge dans la tradition nationale, il l'utilise pour dissimuler l'antagonisme des classes, il communique avec Clémenceau dans ces souvenirs héroïques et il crée par-dessus le marché la formule historique d'une justification, d'une adoption par l'Europe de la République des Soviets et de son

armée.

Tel est Longuet. Tel est le socialisme officiel français. Tel est, dans son expression la plus «démocratique», le parlementarisme de la Troisième République. Routine et phraséologie, équivoque et impuissance, mensonges doucereux, tours et détours d'un avocaillon qui confond les bas degrés de sa tribune aux harangues avec l'arène immense de l'histoire.

A l'heure où la lutte violente des classes est engagée, où les idées historiques, armées jusqu'aux dents, jouent leur fortune au sort des armes, les «socialistes» du type Longuet sont une insultante dérision. Nous venons de le voir: il adresse un salut à droite, une révérence à gauche, une prière à Gladstone. Il s'incline devant Marx, son grand-père qui haïssait et méprisait l'hypocrite Gladstone, fait l'éloge de Viviani, homme de paille du tsar, premier président du Conseil de la guerre impérialiste. Il associe Renan et la révolution russe, Wilson et Lénine, Vandervelde et Liebknecht fonde les «droits des peuples» sur le charbon de la Ruhr et les ossements des Arabes de Tunisie; puis, ayant accompli ces merveilles, auprès desquelles avaler de l'étoupe enflammée n'est qu'un jeu d'enfants, il devient lui-même l'incarnation courtoise du socialisme officiel, le dernier fleuron du parlementarisme français.

Il est temps d'en finir avec ce long malentendu. Des tâches trop graves sont posées devant la classe ouvrière française et sont posées dans des conditions trop difficiles pour qu'on puisse tolérer davantage l'accouplement du méprisable longuettisme et de ces grandes réalités: la lutte du prolétariat pour le pouvoir. Par-dessus tout, nous avons besoin de netteté et de vérité. Il faut que chaque ouvrier sache bien où sont ses ennemis, où sont ses amis, quels sont les compagnons d'armes sur lesquels il peut compter et quels sont les traîtres. Liebknecht et Rosa Luxembourg sont des nôtres; Longuet et Vandervelde doivent être impitoyablement rejetés à la bourgeoisie corrompue dont ils tentent vainement de se séparer pour se réserver une place sur la route claire qui mène au socialisme. Ce qu'exige notre époque, ce sont des pensées claires et des paroles franches préluant à des gestes francs et à des actes clairs.

Loin de nous les décors usés du parlementarisme, ses clairs-obscurs, ses illusions d'optique. Ce qu'il faut, c'est que le prolétaire français respire à pleins poumons l'air de sa rue emplie de lumière et de vaillance, qu'il ait des idées nettes dans la tête, une volonté ferme au coeur, un bon fusil entre les mains. Se guérir du longuettisme, voilà la tâche la plus impérieuse et la plus urgente commandée par l'hygiène publique. Et c'est pourquoi en répliquant au discours de Longuet, j'étais animé de sentiments que le trop courtois langage parlementaire ne sait pas exprimer avec assez de virilité. Mais au terme de cette lettre, je songe avec joie à l'oeuvre magnifique de nettoyage que l'ardent prolétariat français accomplira dans le vieil édifice social, souillé, infecté d'ordures par la République bourgeoise, dès qu'il abordera la solution de sa dernière tâche historique.

Deuxième partie

Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste

Pour réaliser toutes ses tâches et pas seulement la difficile tactique du parlementarisme révolutionnaire, l'Internationale Communiste avait posé comme condition primordiale que se constituent en Europe de solides partis révolutionnaires. Lorsque s'ouvre le IIe Congrès de Moscou, en juillet 1920, cette oeuvre est encore loin d'être menée à bien dans les principaux pays d'Occident. Les centristes Dittmann en Allemagne, Longuet et Cachin en France, Serrati en Italie s'efforcent de sauver l'unité avec les réformistes en échange d'une adhésion purement formelle à la Troisième Internationale. D'autre part, la scission du KAPD en Allemagne, les tendances du tribunisme hollandais et, en partie, de l'ordinovisme italien, montrent que les préjugés syndicalistes-révolutionnaires sur la question du pouvoir, du parti, de la lutte dans les syndicats réactionnaires, et enfin l'antiparlamentarisme de principe lui-même, restaient plus tenaces que ne semblait le croire Zinoviev dans sa circulaire de 1919 en dépit d'une reconnaissance enthousiaste des mots d'ordre de l'Internationale Communiste et des principes de la dictature du prolétariat.

Telles sont les grandes préoccupations du IIe Congrès, comme en témoigne l'ouvrage de Lénine sur «La maladie infantile du communisme». Cet opuscule, que des générations de renégats ont falsifié, représente un commentaire sans équivoque à la situation du mouvement révolutionnaire mondial. Le lecteur pourra consulter à ce sujet notre brochure «Sur le texte de Lénine: "La maladie infantile du communisme (le gauchisme)"». Mais une simple lecture de Lénine et l'examen des circonstances politiques que nous venons d'évoquer suffisent à montrer que son attention était tournée toute entière non vers la critique de la Gauche marxiste, mais vers la dénonciation du gauchisme anarcho-syndicaliste et des courants réformistes qui tentaient de s'insinuer dans les rangs de l'Internationale. Il n'est pas question ici de rappeler la part prise par la Gauche abstentionniste, aux côtés de Lénine, dans

cet énorme travail de déblaiement. Relevons seulement que dans les débats du II^e Congrès, comme dans «La maladie infantile du communisme», Boukharine et Lénine ont su dissocier l'antiparlementarisme de la gauche marxiste et l'antiparlementarisme de principe et vraiment infantile des courants anarcho-syndicalistes.

«Prémises justes», mais «conclusions erronées», dit Lénine des positions de la Gauche abstentionniste. Et les critiques qu'il adresse à l'abstentionnisme marxiste révèlent bien toute la puissance de sa dialectique. Quelle est, en effet, la crainte de Lénine? Que des conclusions tactiques qu'il juge erronées ne remettent en cause la justesse des prémisses; que notre critique du travail parlementaire dans les pays de vieille démocratie ne cache la peur infantile des difficultés, l'apriorisme de ceux qui condamnent tout compromis, toute lutte, au nom de leur propre virginité théorique et de critères moraux étrangers à la méthode marxiste. Cette critique revient comme un leitmotiv dans les discours de Boukharine et de Lénine. «Avant de soutenir a priori, dit le premier, que toute action révolutionnaire au Parlement est impossible, il aurait fallu d'abord essayer». Et Lénine: «Si vous ne préparez pas les ouvriers à fonder un parti vraiment discipliné, qui impose sa discipline à tous ses membres, vous ne préparerez jamais la dictature du prolétariat. Vous ne voulez pas admettre, je pense, que c'est la faiblesse d'un très grand nombre de nouveaux partis communistes que les amène à contester la nécessité du travail parlementaire».

Le contenu des thèses abstentionnistes présentées au II^e Congrès, ainsi que l'expérience historique accumulée par plusieurs générations de révolutionnaires constitue une réponse suffisante à cette juste mise en garde. Ce n'était ni par faiblesse ni par crainte du réformisme que la Gauche abstentionniste repoussait toutes les formes du travail parlementaire, mais par une solide conviction marxiste reposant sur l'analyse des rapports politiques, économiques et sociaux dans la phase impérialiste où croupissait déjà la société bourgeoise d'Occident. Aujourd'hui de telles conclusions ne peuvent plus faire l'objet d'un débat: elles ont été définitivement imposées par l'histoire. Et c'est précisément la Gauche abstentionniste d'Italie qui a donné les seuls exemples de parlementarisme révolutionnaire dans la période qui va du II^e Congrès de l'Internationale jusqu'en 1926.

Il ne reste plus désormais qu'une double falsification à combattre: celle des traîtres qui ont voulu identifier nos conclusions tactiques aux prémisses infantiles que nous avons dénoncées avec Lénine et qui sont retombés dans le plus infâme parlementarisme en invoquant faussement la «souplesse» tactique de Lénine. Pour éclairer cette question, nous nous bornerons ici à citer deux extraits d'un texte écrit à la mort de Lénine et que le lecteur pourra lire en entier dans «Programme Communiste» n° 12, «Lénine sur le chemin de la révolution»:

«Quelle fut la critique essentielle de Lénine aux erreurs de «gauche»? Ce fut de se rendre prisonnière de naïves formules morales, mystiques ou esthétiques et de leur attribuer une influence que notre méthode ne leur reconnaît pas: c'est en d'autres termes de substituer des abstractions au

réalisme de notre dialectique historique qui juge les attitudes et les expédients tactiques sur leur valeur effective. Lénine avait parfaitement raison de condamner le remplacement des véritables arguments marxistes par la phrase pseudo-révolutionnaire, et c'était parfaitement conforme à sa propre oeuvre, à laquelle on doit la restauration des véritables valeurs révolutionnaires. Il est ridicule de fonder son argumentation tactique sur la phobie de certains mots, de certains gestes ou de certains contacts et sur une prétendue pureté et immunité des communistes dans l'action. C'est en cela que consiste le sot infantilisme combattu par Lénine et qui est le produit de préjugés théoriques bourgeois de nature idéaliste. La substitution d'une petite doctrine morale à la tactique marxiste est une pure sottise».

Que l'abstentionnisme de la Gauche communiste n'avait rien à voir avec ces préjugés idéalistes, c'est ce que prouvent les textes publiés dans la troisième partie de cette brochure et les thèses de Rome adoptées au II^e Congrès du Parti communiste d'Italie en 1922 où notre mouvement a fixé de manière définitive les critères marxistes de la tactique internationale (cf «Programme Communiste» n° 17). Quant à l'interprétation «élastique» qui fut donnée de la tactique de Lénine, voici ce qu'en disait l'article déjà cité de 1924:

«Nous refusons d'admettre que la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile à nos fins, soit une expression fidèle du réalisme marxiste de Lénine. La tactique influe sur celui qui l'applique, et il n'est pas vrai qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale et par un véritable parti communiste peut faire n'importe quoi sans risque de se tromper. Prenons l'exemple récent du gouvernement ouvrier de Saxe: justement scandalisé, le camarade Zinoviev a dû reconnaître que le camarade occupant le poste de chancelier d'Etat s'était rendu prisonnier de la légalité, au lieu de suivre la tactique révolutionnaire qui avait été décidée et de procéder à l'armement du prolétariat (...). On ne peut pas "élargir" à l'infini la gamme des solutions tactiques possibles sans entrer en contradiction avec notre théorie et notre programme qui sont eux-mêmes l'aboutissant d'un examen "réaliste" contrôlé par une "expérience" large et continue. Nous considérons comme illusoire et contraire à nos principes une tactique qui s'imagine pouvoir faire pénétrer on ne sait quel cheval de Troie dans l'appareil d'Etat bourgeois: celui-ci doit être renversé et démolé, comme Lénine l'a vigoureusement démontré. C'est une grave erreur de faire croire au prolétariat qu'il existe de tels expédients pour aplanir la dure voie de la révolution et pour lui "épargner" les efforts et les "sacrifices"».

L'Internationale Communiste n'a pas dégénéré parce que Lénine croyait en 1920 aux chances du parlementarisme révolutionnaire dans les pays «démocratiques» d'Europe occidentale; mais au cours de cette longue dégénérescence où les hommes, les partis et les programmes ont dû subir l'épreuve impitoyable de la contre-révolution, l'histoire a irrémédiablement tranché cette lointaine controverse tactique à la seule confusion des renégats du communisme.

Discours du rapporteur sur la question parlementaire (1)

Camarades!

Tout d'abord je vous prie d'excuser l'allemand que je vais parler. Ce ne sera pas de l'allemand, mais un succédané. Nous avons divisé le travail de la manière suivante: je vais rapporter sur la question de principe: le camarade Wolfstein fera ensuite son rapport sur le travail dans notre commission et, enfin, il y aura le contre-rapport du camarade Bordiga.

Ce dernier représente un point de vue suivant lequel, à notre époque de destruction du système capitaliste mondial, il n'y a lieu de participer à aucun Parlement. Si nous posons un problème quelconque, nous devons, de façon générale, partir de l'estimation concrète de l'époque actuelle. C'est alors que nous nous heurtons à une différence de principe entre l'époque du développement pacifique et l'époque actuelle, celle de l'écroulement du système capitaliste, de la guerre des classes, de la guerre civile et de la dictature du prolétariat. L'époque pacifique (qui n'eût rien de pacifique, si l'on tient compte des guerres coloniales) peut être caractérisée comme l'époque d'une certaine communauté d'intérêts entre le prolétariat et la bourgeoisie. Tel fut, surtout chez le prolétariat des pays capitalistes très développés, le résultat de la politique impérialiste menée par les grandes nations capitalistes. Grâce à la plus-value réalisée par les classes dominantes de ces pays, celles-ci ont pu payer à leur prolétariat des salaires élevés. En principe, il est faux de soutenir, comme l'a fait Kautsky, que la politique impérialiste n'a été d'aucune utilité pour la classe ouvrière. En effet, du point de vue des intérêts temporaires de la classe ouvrière, on peut affirmer que la politique impérialiste a été d'une certaine utilité: elle s'est traduite par les hauts salaires qui ont pu être payés aux ouvriers grâce à la plus-value capitaliste. Si donc nous considérons cette époque comme une époque de communauté d'intérêts entre le prolétariat et la bourgeoisie, sa deuxième caractéristique fut d'être l'époque de l'intégration des organisations ouvrières dans l'appareil étatique bourgeois. Ce phénomène

ne se fit surtout remarquer à l'époque du capitalisme d'Etat lorsque, en fait, presque toutes les organisations ouvrières et les organisations de masses devinrent parties constitutives du système capitaliste. En effet, si nous considérons l'attitude des grands partis politiques ouvriers de la social-démocratie jaune et celle des syndicats pendant la guerre, nous avons la preuve que toutes ces organisations de masses étaient bel et bien devenues parties constitutives du système capitaliste. Elles devinrent des institutions nationales bourgeoises, et le point de départ de cette évolution date déjà d'avant la guerre. Or, en nous basant sur cette évolution, nous sommes en mesure d'affirmer que les fractions parlementaires des partis ouvriers ont été également intégrées dans le Parlement. Au lieu d'être des institutions dirigées contre l'ensemble du système capitaliste et contre le Parlement bourgeois, elles sont devenues des parties intégrantes de l'appareil parlementaire. Telle fut l'époque pacifique du capitalisme et tels sont les faits que nous observons, au début de la guerre.

Ensuite vint la nouvelle époque de décadence capitaliste et de guerre civile. Au cours de ce processus, la classe ouvrière a abandonné son idéologie passablement impérialiste d'hier. Cette idéologie, qui atteignit son apogée dans le mot d'ordre de défense nationale, s'effondra, entraînant avec elle toutes ses conséquences. Parties intégrantes du système capitaliste, les organisations ouvrières se transformèrent graduellement en appareil de lutte de classe. D'instrument qui devait soutenir le système capitaliste, elles devinrent donc des instruments pour la destruction de ce système. La conversion des fractions parlementaires se fit parallèlement: parties intégrantes, comme elles l'avaient été jusqu'alors, du système capitaliste elles devinrent également les instruments de sa destruction. C'est ainsi que naquit le nouveau parlementarisme dont les communistes sont et ont le devoir d'être les partisans. Camarades, je ne commenterai pas en détail tous les paragraphes de nos thèses qui sont trop longues. Je n'en choisirai que quelques points essentiels à examiner. Après cela, les autres points ne présenteront pas de difficultés.

En présence de ces deux époques bien différentes, nous pouvons dire à priori que le processus de transition d'une époque à l'autre, de l'ancien au nouveau parlementarisme, doit être considéré comme un processus qui, à chaque phase déterminée, détruira les survivances des conceptions différentes qui ont eu cours précédemment dans la classe ouvrière. Ces survivances iront en décroissant, au fur et à mesure que ce processus se développera. A l'heure actuelle, nous pouvons encore distinguer nettement nombre de celles-ci dans beaucoup de partis, et même dans les partis qui sont actuellement affiliés à la IIIe Internationale. Or aussi longtemps que l'opportunisme et l'indécision de parti existeront dans le mouvement ouvrier et que l'idéologie de collaboration avec la bourgeoisie n'y aura pas complètement disparu, il faudra y voir le reflet de l'ancien parlementarisme. Considérons tout d'abord le tableau d'ensemble de l'activité parlementaire de la classe ouvrière. Examinons la composition des différentes fractions parlementaires, et nous aurons

une image des plus singulières. Prenons, par exemple, le Parti Socialiste Indépendant. Ce dernier a maintenant 82 membres au Parlement. Mais quand nous analysons la composition de la fraction parlementaire de ce parti, déjà suffisamment modéré et opportuniste, nous obtenons les chiffres suivants: de ces 82 membres, une vingtaine appartient à la droite, une quarantaine au centre et une vingtaine à la gauche. Ainsi, le pourcentage des droitiers et des centristes dans les cadres du Parti Socialiste indépendant est relativement élevé. Prenons maintenant le Parti Socialiste Italien et sa fraction parlementaire. Ce parti est affilié à la IIIe Internationale, et c'est même un de nos meilleurs partis. Or, si nous partageons les membres de sa fraction parlementaire en trois groupes, à savoir le groupe Turati-Lazzari, le groupe Serrati et le groupe Bombacci, nous obtenons les chiffres suivants: 30 % de la fraction appartient à la tendance Turati, 55 % au centre et 15 % à la gauche. Le camarade Serrati m'a encore donné quelques autres chiffres. A son avis, les réformistes disposent de 41 mandats. C'est là le chiffre officiel fourni par le camarade Serrati. Si nous prenons le Parti Socialiste Français, nous obtenons les chiffres suivants: 68 parlementaires, dont 40 réformistes déclarés et 26 centristes (et ce mot pris non pas dans le sens que nous lui donnons ordinairement, mais dans le sens qu'ici centre du Parti Socialiste Français signifie centre d'un carré). Quant aux communistes, leur nombre ne dépasse pas 2. Passons au Parti Socialiste Norvégien qui est un parti relativement bon; sa fraction parlementaire compte 19 membres, dont 11 droitiers, 6 centristes et 2 communistes. En ce qui concerne la fraction parlementaire suédoise, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle compte beaucoup de ces camarades qu'on ne peut considérer en aucun cas comme communistes. Ainsi, tout compte fait, le tableau est assez triste. La composition des fractions parlementaires est au-dessous de toute critique. Or, si nous cherchons la cause de cet état de choses, nous voyons qu'elle réside dans le fait que ces partis ne sont pas suffisamment communistes et qu'ils renferment un grand nombre d'opportunistes. C'est pour ces raisons qu'ils tolèrent de semblables éléments dans leur fraction parlementaire. Je passe maintenant de la composition des partis à l'analyse de leur politique parlementaire. Et là, force est de constater que cette politique est aussi éloignée du parlementarisme révolutionnaire que le ciel de la terre. Je prends de nouveau comme exemple le Parti Socialiste Indépendant. Pendant la guerre, alors qu'il convenait d'en appeler aux peuples pour mettre un terme à la tuerie, c'est au gouvernement qu'il s'adressait. Je me souviens d'une conversation que j'eus, à Berlin, avec Haase. Voulant à tout prix nous démontrer qu'il faisait du parlementarisme révolutionnaire, il nous apporta, comme meilleure preuve, ses discours où il soutenait que le gouvernement allemand avait commis une violation du droit en envoyant ses troupes en Finlande, car on les y avait employées à des fins regrettables. Il s'ensuit que lorsqu'on dirigeait ces troupes sur le front français, il n'y avait rien à redire, la chose ne devenait critiquable que lorsqu'on les envoyait en Finlande. Ce n'est

pas là une preuve de parlementarisme révolutionnaire, mais d'opportunisme.

Prenez tout ce qui a été écrit et dit au Parlement allemand au sujet de la socialisation. C'est tout bonnement ridicule. Nous n'y sentons aucun souffle révolutionnaire. Et pourtant, autant que je sache, le camarade Däumig, parlant en 1920 des projets de socialisation, a également adopté le point de vue opportuniste. Prenez encore le discours sur la Constitution du camarade Oscar Kohn, porte-parole des Indépendants. Bien qu'il soit passablement long, vous n'y verrez pas trace de conception révolutionnaire. Nous y lisons que la Constitution est malade. Mais pas un mot au sujet de Noske. C'est la méthode, de Kautsky. Lorsqu'il parle de la démocratie bourgeoise, il fait toujours intervenir des singes et des sauvages. Il en est de même du discours d'Oscar Kohn, qui avait ici une belle occasion de développer notre point de vue révolutionnaire. Prenez encore l'histoire de la Commission de recherches des coupables de la guerre. Quelle, comédie! Et dire que c'est en se basant sur les matériaux fournis par le ministre des Affaires étrangères que les Indépendants veulent établir les responsabilités. Dans tout cela, je le répète, je ne vois aucune trace d'activité révolutionnaire. Prenez encore l'amendement du camarade Oscar Kohn à la loi sur la détention préventive des inculpés pour délit politique. Vous y trouverez de tout, sauf le point de vue communiste révolutionnaire. Sans aller plus loin, voyez ce qui a été dit, ici-même, par les délégués des Indépendants. Lorsqu'ils s'excusèrent de n'avoir pu nous donner une réponse à temps, le camarade Dittman, si je ne me trompe, ajouta: Nous étions pris par les élections, et, vu l'importance de cet événement, nous n'avons pu rédiger une réponse immédiate. C'est là un argument accablant pour ceux qui ne craignent pas de le produire. En outre, on ne peut pas opposer les élections à l'Internationale. Mais il est clair pour tout révolutionnaire que toute campagne électorale doit être menée sous les mots d'ordre de l'Internationale Communiste. Agir autrement, n'est pas digne d'un parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale. Nous pouvons de la sorte suivre toute l'activité parlementaire de nos camarades indépendants, sans jamais y trouver l'ombre d'une tactique nette et précise, attestant une conscience claire du but à atteindre et empreinte d'esprit communiste. Si nous examinons le Parti Socialiste Français et d'autres partis, nous découvrirons un tableau tout aussi triste. Je ne m'arrêterai pas longtemps sur l'activité de ces partis; un seul exemple suffit pour mettre en lumière la situation générale. Dans toutes les manifestations de ces partis, dans leur tactique et dans l'action de leur fraction parlementaire, on retrouve les survivances du vieil esprit parlementariste que nous devons à tout prix littéralement déraciner. Car aussi longtemps que cette routine et ces méthodes n'auront pas disparu et que les fractions parlementaires seront composées d'opportunistes, il nous sera impossible de développer une activité révolutionnaire.

J'en viens maintenant à l'antiparlementarisme. Cet antiparlementarisme est l'enfant légitime de l'opportunisme dont j'ai parlé précédemment et de

l'activité parlementaire d'antan. Il a été enfanté pour leur servir de contrepoids. L'antiparlementarisme de principe nous est infiniment plus sympathique que le parlementarisme opportuniste. Selon moi, nous pouvons distinguer parmi les partisans de l'antiparlementarisme deux groupes principaux. L'un qui nie catégoriquement toute participation parlementaire, et l'autre qui n'est contre le parlementarisme que pour des raisons d'appréciation des possibilités qu'offre l'action parlementaire. Les I. W. W. représentent la première tendance, et le camarade Bordiga, qui doit prendre la parole après moi, la seconde. Quand on étudie en général la théorie ou la tactique de l'antiparlementarisme de principe, on se rend compte qu'il se base sur une confusion complète des conceptions fondamentales de l'activité politique. Les I. W. W., par exemple, ne se font pas d'idée bien claire de la lutte politique. Ils s'imaginent qu'une grève générale revêtant un caractère économique, dirigée en fait contre l'Etat bourgeois, mais conduite par les syndicats et non par le parti politique, n'est pas une lutte politique. Il s'ensuit qu'ils ne comprennent pas du tout ce qu'on entend par lutte politique. Ils confondent la lutte politique avec l'action parlementaire. D'après eux, par lutte politique il faut comprendre uniquement l'activité parlementaire ou celle des partis parlementaires. Je n'approfondirai pas cette question, puisqu'elle est clairement exposée dans nos thèses. Nos camarades n'auront donc qu'à en prendre connaissance. Mais il est bien évident que l'attitude négative à l'égard du parlementarisme repose sur diverses erreurs de principe et sur une fausse conception de ce que doit être la lutte politique. Considéré au point de vue historique, le parlementarisme américain montre tant de bassesse et de corruption, qu'il est tout à fait naturel que beaucoup d'éléments honnêtes aient passé dans le camp de l'antiparlementarisme. Un ouvrier ne pense pas d'une manière abstraite. Il est généralement d'un empirisme assez grossier et si vous ne pouvez pas lui démontrer d'une manière empirique que le parlementarisme révolutionnaire est possible, il le nie simplement. De tels éléments qui n'ont vu que les côtés négatifs du parlementarisme, passent en masse dans le camp de l'antiparlementarisme de principe.

J'en viens maintenant au point de vue de la deuxième tendance que représente ici le camarade Bordiga. Ce camarade soutient qu'il ne faut pas confondre son point de vue avec l'antiparlementarisme de principe. Or, je dois dire que son point de vue, considéré formellement, ne repose que sur des conclusions purement théoriques. Le camarade Bordiga affirme que c'est précisément parce que l'époque actuelle est une époque de lutte de masses du prolétariat, une époque de guerre civile, qu'en se plaçant à ce point de vue spécifiquement historique, on doit s'abstenir d'aller au Parlement. C'est son avis. Quant à moi, je pense que rien n'est plus facile que d'enjamber le pont qui sépare la tactique du camarade Bordiga de celle des antiparlementaires de principe. Le camarade Bordiga a élaboré lui-même ses thèses, et voici ce que nous y lisons: «Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut

que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires, et on ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter - côte à côte avec les membres de la classe adverse -, sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploités».

De ce que dit le camarade Bordiga, on pourrait aussi conclure que lorsqu'un délégué de la classe ouvrière se trouve à la Chambre, en contact avec un bourgeois, il travaille, par ce fait même, côte à côte avec la bourgeoisie. C'est une idée bien naïve et digne des I. W. W. . A la fin du paragraphe 9 de ses thèses, nous lisons: «C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise».

Le camarade Bordiga reconnaît avec nous que nous ne pouvons pas procéder à l'organisation immédiate des Soviets ouvriers dans tous les pays. Les Soviets sont une organisation de combat du prolétariat. Si les conditions qui rendent ce combat possible n'existent pas, il serait insensé de créer des Soviets, car ils se transformeraient en institutions philanthropiques pénétrées d'esprit réformiste. Il y aurait bien des chances pour que ces Soviets ouvriers s'organisent sur le modèle de ces fameux Soviets français, dans lesquels quelques personnes se réunissent pour pérorer sur des idées humanitaires et pacifistes dont la valeur révolutionnaire est nulle. Donc, pour le moment, les Soviets ouvriers n'existent pas. Ce qui existe, c'est le Parlement bourgeois. Dans nos thèses, nous disons: «Dans les Parlements bourgeois, nous devons avoir nos espions révolutionnaires. Nous devons y avoir nos agents de renseignements qui travailleront en contact permanent avec la classe bourgeoise». C'est là une conception tout à fait négative, illogique, mais très compréhensible du point de vue de la logique révolutionnaire. Ce que nous soutenons, c'est qu'en allant au Parlement bourgeois, on garde la possibilité de le détruire de l'intérieur. Jusqu'à présent, les fractions parlementaires s'intégraient au Parlement comme parties constitutives du système. Nous voulons développer une activité parlementaire qui fasse un contraste saisissant entre le système parlementaire et nos fractions. Point n'est besoin de dire que l'essentiel, pour nous, est que notre action parlementaire soit étroitement coordonnée avec le mouvement de la classe ouvrière.

Mais continuons l'examen des thèses du camarade Bordiga. Qu'on me permette tout d'abord une petite observation. Je soutiens que certains camarades sont partisans de l'antiparlementarisme de principe parce qu'ils craignent d'agir en députés révolutionnaires. Cette tactique leur paraît trop dangereuse. Je ne dis pas cela pour le camarade Bordiga, mais j'affirme que

dans sa fraction il y a des éléments de ce genre. C'est l'impression qui se dégage du paragraphe 12 de ses thèses, où il est dit: «*La nature même des débats au Parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire*».

Le camarade Bordiga déclare qu'il est matériellement impossible d'utiliser le Parlement, mais il faudrait le démontrer. Personne ne dira qu'à la Douma tsariste, nous avons des conditions supérieures à celles dont on jouit actuellement à la Chambre des députés italienne. Avant de soutenir a priori que toute action révolutionnaire au Parlement est impossible, il aurait fallu d'abord essayer. Il aurait fallu organiser des manifestations en plein Parlement, provoquer les poursuites du gouvernement, se faire emprisonner. Or, vous n'avez rien fait de tout cela. Il faut le faire sur une grande échelle, et je soutiens que cela est possible. Certains camarades français, Lefebvre notamment, soutiennent qu'à la Chambre française, il serait impossible de prononcer une parole trop rude contre Clémenceau. Nul ne l'a essayé. Pour la bonne raison que ces gens-là ont peur. A quoi bon tant risquer, disent-ils, quand on peut faire un travail de propagande purement légal. Et c'est là tout le fond de la question. Ce terrain est trop dangereux, ils ne veulent pas s'y hasarder.

Dans le paragraphe 10 de ses thèses, le camarade Bordiga invoque contre les élections parlementaires l'argument suivant: «*La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal*».

Si vous vous placez au point de vue des camarades Dittmann et consorts et si vous dites que la lutte électorale est en opposition avec les intérêts de l'internationale, dès lors vous avez raison. Mais notre opinion est que toute campagne électorale doit être développée du point de vue révolutionnaire. C'est là le seul moyen de faire disparaître cette opposition. Mais ce n'est pas aller à l'encontre des intérêts de l'Internationale que de dire que nous devons mener la lutte électorale sur des mots d'ordre rigoureusement révolutionnaires, que nous devons participer aux campagnes électorales pour y travailler, pour y grouper les travailleurs dans des organisations de masses et pour mettre en contact tous ces éléments hétérogènes. C'est là dites-vous, la mort de tout travail révolutionnaire. Si le camarade Bordiga a pu tenir ce langage il faut en conclure qu'il a vu bien peu de campagnes électorales vraiment révolutionnaires,

de même que les camarades des I.W.W. n'ont jamais vu de parlementarisme révolutionnaire. J'estime donc que le camarade Bordiga, en nous présentant ses thèses, aurait dû tout au moins les motiver.

Malgré tout, je reste convaincu que bien des raisons empiriques militent en faveur du parlementarisme révolutionnaire. Les noms de ceux qui ont donné l'exemple du véritable parlementarisme sont connus. Liebknecht, Hoeglund, enfin les camarades bulgares et les bolcheviks russes ont montré ce que pouvait être l'action révolutionnaire au Parlement. En Russie, nous avons eu un parlementarisme révolutionnaire dans les conditions historiques les plus différentes. Nous l'avons pratiqué à la seconde Douma, au préparlement de Kérénsky et à la Constituante. Il est vrai que nous n'avions pas peur de travailler côte à côte avec les bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les cadets, parce que nous avons une tactique vraiment révolutionnaire et une politique nette et précise. La question du parti est une question capitale. Si vous avez un parti vraiment communiste, vous ne devez pas craindre d'envoyer vos représentants aux Parlements bourgeois. Mais si votre parti compte 40 % d'opportunistes purs, soyez certains que ces derniers se glisseront dans les fractions parlementaires et vous mettront ainsi dans l'impossibilité d'accomplir au Parlement vos devoirs de communistes révolutionnaires. Par contre, si les partis affiliés à la IIIe Internationale sont de vrais partis communistes épurés des éléments réformistes et opportunistes, nous pouvons être sûrs que le vieux parlementarisme cessera de vivre et qu'il fera place à un parlementarisme vraiment révolutionnaire qui est une méthode infaillible pour le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat et du système capitalistes.

(1) Le rapporteur était Boukharine Le contre-rapport du camarade Bordiga exposait les conceptions de la Fraction Abstentionniste Italienne qui formera le noyau du Parti Communiste d'Italie et dont le Parti Communiste International actuel est le continuateur. Nous publions ce contre-rapport ci-après, p.33.

Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne

Camarades!

La fraction de gauche du Parti Socialiste Italien est antiparlementaire pour des raisons qui ne regardent pas seulement l'Italie, mais ont un caractère général.

S'agit-il ici d'une discussion de principe? Certainement pas. En principe, nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien.

Les anarchistes sont antiparlementaires par principe, parce qu'ils se déclarent contre toute délégation de pouvoir d'un individu à un autre; les syndicalistes, adversaires de l'action politique du Parti et concevant d'une façon toute différente le processus de l'émancipation prolétarienne, le sont également. Quant à nous, notre antiparlementarisme se rattache à la critique marxiste de la démocratie bourgeoise. Je ne répéterai pas ici les arguments du communisme critique qui dévoilent le mensonge bourgeois de l'égalité politique placée au-dessus de l'égalité économique et de la lutte de classe.

Notre conception part de l'idée d'un processus historique au cours duquel la lutte de classe aboutit à la libération du prolétariat après une lutte violente, soutenue pour la dictature prolétarienne. Exposée dans le Manifeste des Communistes, elle a trouvé dans la révolution russe sa première réalisation historique. Une longue période s'est écoulée entre ces deux faits, et le développement du monde capitaliste, dans cette période, a été très complexe.

Le mouvement marxiste a dégénéré en mouvement social-démocrate et a créé un terrain d'action commun aux petits intérêts corporatifs de certains groupes ouvriers et à la démocratie bourgeoise.

Cette dégénérescence s'est manifestée simultanément dans les syndicats et dans les Partis socialistes. On oublie presque complètement la tâche marxiste du parti de classe qui aurait dû parler au nom de la classe ouvrière

dans son ensemble et la rappeler à sa tâche historique révolutionnaire; il se créa une idéologie tout à fait différente, qui écartait la violence et abandonnait la dictature du prolétariat pour lui substituer l'illusion d'une transformation sociale pacifique et démocratique. La révolution russe a confirmé d'une manière évidente la théorie marxiste en démontrant la nécessité d'employer la méthode de la lutte violente et d'instituer la dictature du prolétariat. Mais les conditions historiques dans lesquelles la révolution russe s'est développée ne ressemblent pas aux conditions dans lesquelles la révolution prolétarienne se développera dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La situation russe rappelle plutôt celle de l'Allemagne en 1849 parce qu'il s'y est déroulé deux révolutions, l'une après l'autre: la révolution démocratique et la révolution prolétarienne. L'expérience tactique de la révolution russe ne peut donc être transportée intégralement dans les autres pays, où la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat.

L'importance marxiste de la révolution russe est que sa phase finale (dissolution de l'Assemblée Constituante et prise du pouvoir par les Soviets) ne pouvait être comprise et défendue que sur la base du marxisme et donnait naissance à un nouveau mouvement international: celui de l'Internationale Communiste, qui rompa définitivement les ponts avec la social-démocratie, honteusement faillie durant la guerre. Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout la nécessité de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de démontrer que l'affirmation bourgeoise, selon laquelle toute lutte politique doit se dérouler dans le cadre du mécanisme parlementaire, est mensongère et que la lutte doit être portée sur un nouveau terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir. Il faut une nouvelle organisation technique du Parti, c'est-à-dire une organisation historiquement nouvelle. Cette nouvelle organisation historique est réalisée par le Parti Communiste qui, comme le précisent les thèses du Comité Exécutif sur les tâches du Parti, est suscité par l'époque des luttes directes en vue de la dictature du prolétariat (Thèses n° 4).

La première machine bourgeoise qu'il faut maintenant détruire avant de passer à l'édification économique du Communisme, avant même de construire le nouveau mécanisme de l'Etat prolétarien qui doit remplacer l'appareil gouvernemental, c'est le Parlement.

La démocratie bourgeoise agit parmi les masses comme un moyen de défense indirecte, alors que l'appareil exécutif de l'Etat est prêt à faire usage des moyens violents et directs dès que les dernières tentatives pour attirer le prolétariat sur le terrain démocratique auront échoué. Il est donc d'une importance capitale de démasquer ce jeu de la bourgeoisie, de démontrer aux masses toute la duplicité du parlementarisme bourgeois. La pratique des Partis Socialistes traditionnels avait déterminé, dès avant la guerre mondiale, une

révision et une réaction antiparlementaire dans les rangs du prolétariat: la réaction anarcho-syndicaliste, qui n'a toute valeur à l'action politique pour concentrer l'activité du prolétariat sur le terrain des organisations économiques en répandant la fausse idée qu'il ne peut exister d'action politique hors de l'activité électorale et parlementaire.

Il n'est pas moins nécessaire de réagir contre cette illusion que contre l'illusion social-démocrate; cette conception est en effet bien éloignée de la vraie méthode révolutionnaire et mène le prolétariat sur une fausse voie au cours de sa lutte pour l'émancipation.

La plus grande clarté est indispensable dans la propagande: il faut donner aux masses des mots d'ordre simples et efficaces. Partant des principes marxistes, nous proposons donc que l'agitation pour la dictature du prolétariat, dans les pays où le régime démocratique est depuis longtemps développé, se base sur le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois. La grande importance que l'on donne en pratique à l'action électorale comporte un double danger: d'une part, elle donne l'impression que telle est l'action essentielle; d'autre part, elle absorbe toutes les ressources du Parti et entraîne l'abandon presque complet du travail de préparation dans les autres domaines du mouvement.

Les social-démocrates ne sont pas les seuls à accorder une grande importance aux élections: même les thèses proposées par le C.E. nous disent qu'il est utile de se servir, dans les campagnes électorales, de tous les moyens d'agitation (Thèse n° 15). L'organisation du Parti qui exerce l'activité électorale revêt un caractère tout à fait particulier qui contraste violemment avec celui que nécessite l'action révolutionnaire légale et illégale.

Le Parti devient un engrenage de comités électoraux qui se chargent seulement de la préparation et de la mobilisation des électeurs. Et lorsqu'il s'agit d'un vieux parti social-démocrate qui passe au mouvement communiste, on court le risque de continuer l'action parlementaire comme on la pratiquait déjà auparavant. Il y a de nombreux exemples de cette situation.

Pour ce qui concerne les thèses présentées et soutenues par les rapporteurs (1), je ferai observer qu'elles sont précédées d'une introduction historique avec la première partie de laquelle je suis presque entièrement d'accord. Il y est dit que la Première Internationale se servait du parlementarisme à des fins d'agitation, de propagande et de critique. Plus tard, dans la Seconde Internationale, se manifesta l'action corruptrice du parlementarisme qui conduisit au réformisme et à la collaboration de classe. L'introduction en conclut qu'avec la Troisième Internationale on doit revenir à la tactique parlementaire de la Première, afin de détruire le parlementarisme **de l'intérieur**. Mais la Troisième Internationale, si elle accepte la même doctrine que la Première, doit utiliser, étant donné la grande différence des conditions historiques, une tout autre tactique et ne pas participer à la démocratie bourgeoise.

Ainsi, dans les thèses qui suivent, il y a une première partie qui n'est pas

du tout en contradiction avec les idées que je défends. C'est seulement lorsqu'on parle de l'utilisation de la campagne électorale et de la tribune parlementaire pour l'action des masses que commence la divergence.

Nous ne rejetons pas le parlementarisme parce qu'il s'agit d'un moyen légal. On ne peut en proposer l'emploi au même titre que la presse, la liberté de réunion, etc. Ici il s'agit de moyens d'action, là d'une institution bourgeoise qui doit être remplacée par les institutions prolétariennes des Conseils Ouvriers. Nous ne pensons pas du tout nous priver, après la révolution, de la presse, de la propagande, etc.; mais nous comptons briser l'appareil parlementaire et le remplacer par la dictature du prolétariat.

Nous ne soutenons pas davantage l'argumentation habituelle contre les «chefs». On ne peut se passer de chefs, Nous savons fort bien, et nous l'avons toujours dit aux anarchistes dès avant la guerre, qu'il n'est pas suffisant de renoncer au parlementarisme pour se passer des chefs. On aura toujours besoin de propagandistes, de journalistes, etc. Il faut à la Révolution un Parti centralisé qui dirige l'action prolétarienne et il est évident qu'à ce Parti il faut des leaders. Mais la fonction de ces chefs n'a rien de commun avec la pratique social-démocrate traditionnelle. Le Parti dirige l'action prolétarienne en ce sens qu'il prend sur lui tout le travail dangereux et qui exige les plus grands sacrifices. Les chefs du Parti ne sont pas seulement les chefs de la Révolution victorieuse. Ce sont eux qui, en cas de défaite, tomberont les premiers sous les coups de l'ennemi. Leur situation est tout à fait différente de celle des chefs parlementaires qui prennent les places les plus avantageuses dans la société bourgeoise.

On nous dit: de la tribune parlementaire on peut faire de la propagande. Je répondrai à cela avec un argument tout à fait... infantile. Ce que l'on dit à la tribune parlementaire est répété par la presse. S'il s'agit de notre presse, alors il est inutile de passer par la tribune pour devoir ensuite imprimer ce que l'on a dit. Les exemples donnés par les rapporteurs n'entament pas notre thèse. Liebknecht a agi au Reichstag à une époque où nous reconnaissons la possibilité de l'action parlementaire, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas de sanctionner le parlementarisme, mais de se consacrer à la critique du pouvoir bourgeois. Si par ailleurs on mettait dans un plateau de la balance, Liebknecht, Hoeglund et les autres cas peu nombreux d'action révolutionnaire au parlement, et du côté opposé toute la série de trahisons des social-démocrates, le bilan serait très défavorable au «parlementarisme révolutionnaire». La question des bolcheviks dans la Douma, dans le Parlement de Kerenski, dans l'Assemblée Constituante, ne se pose pas du tout dans les conditions où nous proposons l'abandon de la tactique parlementaire, et je ne reviendrai pas ici sur la différence entre le développement de la Révolution russe et le développement que présenteront les révolutions dans les autres pays bourgeois.

Je n'accepte pas plus l'idée de la conquête électorale des institutions communales bourgeoises. Il y a là un problème très important qui ne doit pas

être passé sous silence. Je compte profiter des campagnes électorales pour l'agitation et la propagande de la Révolution Communiste, mais cette agitation sera beaucoup plus efficace si nous soutenons devant les masses le boycottage des élections bourgeoises.

* * *

Et maintenant deux mots sur les arguments présentés par le camarade Lénine dans sa brochure sur le «Communisme de gauche». Je crois que l'on ne peut pas juger notre tactique antiparlementaire de la même manière que celle qui préconise la sortie des syndicats. Le syndicat, même lorsqu'il est corrompu, est toujours un centre ouvrier. Sortir du syndicat social-démocrate correspond à la conception de certains syndicalistes qui voudraient constituer des organes de lutte révolutionnaire de type non politique, mais syndical. Du point de vue marxiste, c'est une erreur qui n'a rien de commun avec les arguments sur lesquels s'appuie notre antiparlementarisme. Les thèses du rapporteur déclarent du reste que la question parlementaire est secondaire pour le mouvement communiste: celle des syndicats ne l'est pas.

Je crois que de l'opposition à l'action parlementaire, on ne doit pas déduire un jugement décisif sur des camarades ou des Partis communistes. Le camarade Lénine, dans son intéressante étude, expose la tactique communiste en défendant une action très souple, correspondant fort bien à une analyse attentive et rigoureuse du monde bourgeois, et propose d'appliquer à cette analyse dans les pays capitalistes les données de l'expérience de la Révolution russe. Il soutient aussi la nécessité de tenir le plus grand compte des différences entre les divers pays. Je ne discuterai pas ici cette méthode. Je ferai seulement observer qu'un mouvement marxiste dans les pays démocratiques occidentaux exige une tactique beaucoup plus directe que celle qui a été nécessaire à la Révolution russe.

Le camarade Lénine nous accuse de vouloir écarter le problème de l'action communiste au Parlement parce que sa solution apparaît trop difficile et de préconiser la tactique antiparlementaire parce qu'elle implique un effort moindre. Nous sommes parfaitement d'accord que les tâches de la Révolution prolétarienne sont très complexes et très ardues. Mais nous sommes parfaitement convaincus qu'après avoir résolu, comme on nous le propose, le problème de l'action parlementaire, les autres problèmes, beaucoup plus importants, nous resteront sur les bras et leur solution ne sera certes pas aussi facile. C'est justement pour cette raison que nous proposons de déployer la plus grande partie des efforts du Parti Communiste sur un terrain d'action bien plus important que celui du Parlement. Et non pas parce que les difficultés nous épouvantent. Nous observons seulement que les parlementaires opportunistes, qui adoptent pourtant une tactique d'application plus commode, n'en sont pas moins complètement absorbés par l'activité parlementaire et nous con-

cluons que pour résoudre le problème du parlementarisme communiste selon les thèses du rapporteur (en admettant cette solution), il faut des efforts décuplés: il restera moins de ressources et d'énergies au mouvement pour l'action révolutionnaire.

* * *

Dans l'évolution du monde bourgeois les étapes que l'on doit nécessairement parcourir, même après la Révolution, dans le passage économique du capitalisme au communisme, ne se transposent pas sur le terrain politique. Le passage du pouvoir des exploités aux exploités porte avec lui le changement instantané de l'appareil représentatif. Le parlementarisme bourgeois doit être remplacé par le système des Conseils Ouvriers.

Ce vieux masque qui tend à cacher la lutte de classe doit donc être arraché pour que l'on puisse passer à l'action directe et révolutionnaire. C'est ainsi que nous résumons notre point de vue sur le parlementarisme, point de vue qui se rattache entièrement à la méthode révolutionnaire marxiste. Je peux conclure par une considération qui nous est commune avec le camarade Boukharine. Cette question ne peut et ne doit donner lieu à une scission dans le mouvement communiste. Si l'Internationale Communiste décide de prendre sur elle la création d'un parlementarisme communiste, nous nous soumettrons à sa résolution. Nous ne croyons pas que l'on réussisse, mais nous déclarons que nous ne ferons rien pour faire échouer cette oeuvre. Je souhaite que le prochain Congrès de l'Internationale Communiste n'ait pas à discuter les résultats de l'action parlementaire, mais plutôt à enregistrer les victoires que la Révolution communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays. Si cela n'est pas possible, je souhaite au camarade Boukharine de pouvoir nous présenter un bilan moins triste du parlementarisme communiste que celui par lequel il a dû commencer aujourd'hui son rapport.

(1) Voir plus loin, p. 43

Discours de Lénine

Le camarade Bordiga a visiblement voulu défendre ici le point de vue des marxistes italiens, mais il n'a néanmoins répondu à aucun des arguments avancés par d'autres marxistes en faveur de l'action parlementaire.

Il a reconnu que l'expérience historique ne se crée pas artificiellement. Il vient de nous dire qu'il faut reporter la lutte dans un autre domaine. Ignorerait-il que toute crise révolutionnaire s'accompagne d'une crise parlementaire? Il a dit, c'est vrai, qu'il faut reporter la lutte dans un autre domaine, dans les Soviets. Mais il a reconnu lui-même qu'il n'est pas possible de créer artificiellement des Soviets. L'exemple de la Russie prouve qu'on ne peut les organiser que pendant la révolution ou bien juste à la veille de la révolution. Du temps de Kerenski, les Soviets (les Soviets mencheviks) étaient organisés d'une telle manière qu'ils ne pouvaient en aucune façon constituer le pouvoir prolétarien. Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise. Ce n'est qu'en étant membre d'un parlement bourgeois que l'on peut, à partir de conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme. Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans sa lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts naturellement tout différents. Vous ne pouvez pas affirmer qu'il n'en est pas ainsi, et, si vous voulez le contester, vous devez effacer l'expérience de toutes les révolutions dans le monde.

Vous avez dit que même les syndicats sont opportunistes et qu'ils constituent aussi un danger, mais qu'il faut faire pour eux une exception, car ils sont des organisations ouvrières. Mais cela n'est juste que dans une certaine mesure. Il existe aussi dans les syndicats des éléments très arriérés. Une partie de la petite-bourgeoisie prolétarisée, les ouvriers arriérés et les petits paysans, croient tous réellement que leurs intérêts sont représentés au Parlement; il faut lutter contre cela par un travail dans le Parlement et montrer aux masses la vérité dans les faits. Les théories n'ont pas de prise sur les masses arriérées; elles ont besoin de l'expérience.

Nous l'avons bien vu en Russie. Nous avons été obligés de convoquer l'Assemblée constituante, même après la victoire du prolétariat, pour montrer à l'ouvrier arriéré qu'il ne pouvait rien obtenir d'elle. Afin qu'il puisse comparer les deux expériences, nous avons dû opposer concrètement les Soviets à

l'Assemblée constituante et lui montrer ainsi que les Soviets étaient la seule issue.

Le camarade Souchy, syndicaliste révolutionnaire, a défendu les mêmes théories, mais la logique n'est pas de son côté. Il a dit qu'il n'était pas marxiste, alors cela va de soi. Mais lorsque vous, camarade Bordiga, affirmez que vous êtes marxiste, il est permis d'exiger de vous plus de logique. Il faut savoir de quelle manière on peut briser le Parlement. Si vous pouvez le faire par la voie de l'insurrection armée dans tous les pays, c'est très bien. Vous savez qu'en Russie nous avons montré notre volonté de détruire le Parlement bourgeois, non seulement en théorie mais également en pratique. Mais vous avez perdu de vue que cela est impossible sans une préparation relativement longue et que, dans la plupart des pays, il est encore impossible de détruire le Parlement d'un seul coup. Nous sommes donc obligés à mener la lutte au sein même du Parlement pour détruire le Parlement. Aux conditions qui déterminent la ligne politique de toutes les classes de la société contemporaine vous substituez votre propre volonté révolutionnaire, et c'est pourquoi vous oubliez que, pour détruire le Parlement bourgeois en Russie, nous avons dû d'abord convoquer l'Assemblée constituante, même après notre victoire. Vous avez dit: «La vérité est que la révolution russe est un exemple qui ne correspond pas aux conditions de l'Europe occidentale.» Mais vous n'avez produit aucun argument de poids pour le prouver. Nous sommes passés par une période de démocratie bourgeoise. Nous l'avons traversée très rapidement, à l'époque où nous étions obligés de faire de l'agitation en faveur des élections à l'Assemblée constituante. Et par la suite, lorsque la classe ouvrière a pu s'emparer du pouvoir, la paysannerie croyait encore à la nécessité d'un Parlement bourgeois.

Tenant compte de ces éléments arriérés, nous avons dû faire les élections et montrer aux masses, par l'exemple et dans les faits, que cette Assemblée constituante élue au moment de la plus grande misère, n'exprimait pas les aspirations et les revendications des classes exploitées. Par là même, le conflit entre le pouvoir des Soviets et le pouvoir bourgeois apparut très clairement, pour nous, avant-garde de la classe ouvrière, mais aussi pour l'immense majorité de la paysannerie, pour les petits employés, pour la petite bourgeoisie. Dans tous les pays capitalistes, il ya des éléments arriérés de la classe ouvrière, qui sont convaincus que le Parlement est le véritable représentant du peuple et ne voient pas les procédés malpropres qu'il utilise. On dit que le Parlement est un instrument à l'aide duquel la bourgeoisie trompe les masses. Mais cet argument doit être retournée contre vous et il se retourne contre vos thèses. Comment révélez-vous aux masses vraiment arriérées et trompées par la bourgeoisie le véritable caractère du Parlement? Si vous n'y entrez pas, comment dénoncerez-vous telle ou telle manoeuvre parlementaire, la position de tel ou tel parti? Si vous êtes marxistes, vous devez reconnaître que dans la société capitaliste les rapports entre les classes et les partis sont étroitement

liés. Comment, je le répète, montrerez-vous tout cela si vous n'êtes pas membres du Parlement, si vous répudiez l'action parlementaire? L'histoire de la révolution russe a montré clairement qu'aucun argument n'aurait pu convaincre les larges masses de la classe ouvrière, la paysannerie, les petits employés s'ils ne l'avaient pas appris par leur propre expérience.

On a dit que nous perdons beaucoup de temps en participant à la lutte parlementaire. Peut-on concevoir une autre institution intéressant autant toutes les classes que le Parlement? On ne peut pas créer cela artificiellement. Si toutes les classes sont amenées à participer à la lutte parlementaire, c'est que les intérêts et les conflits de classes se reflètent dans le Parlement. S'il était possible d'emblée d'organiser partout, mettons, une grève générale décisive capable d'abattre d'un seul coup le capitalisme, la révolution se serait déjà faite dans les différents pays. Mais il faut compter avec les faits, et le Parlement est toujours l'arène de la lutte des classes. Le camarade Bordiga et ceux qui partagent son point de vue doivent dire la vérité aux masses. L'Allemagne est le meilleur exemple du fait qu'une fraction communiste au Parlement est possible, et c'est pourquoi vous devriez dire ouvertement aux masses: nous sommes trop faibles pour créer un parti solidement constitué. Telle serait la vérité qu'il faudrait dire. Mais si vous reconnaissiez votre faiblesse devant les masses, elles deviendraient non pas vos amies, mais bien vos adversaires, et elles se rallieraient au parlementarisme.

Si vous dites: «Camarades ouvriers, nous sommes si faibles que nous ne pouvons pas créer un parti suffisamment discipliné pour obliger ses députés à se soumettre à sa volonté», les ouvriers vous abandonneront car ils diront: «Comment pourrions-nous instaurer la dictature prolétarienne avec des gens aussi faibles?»

Vous êtes bien naïfs si vous vous imaginez que le jour de la victoire du prolétariat, les intellectuels, la classe moyenne, la petite bourgeoisie deviendront communistes.

Mais si vous n'avez pas cette illusion, vous devez dès maintenant préparer le prolétariat à s'engager dans sa propre voie. Vous ne trouverez aucune exception à cette règle dans aucun domaine du travail d'Etat. Le lendemain de la révolution, vous verrez partout des avocats opportunistes, qui se diront communistes, des petits bourgeois qui n'admettront ni la discipline du parti communistes, ni celle de l'Etat prolétarien. Si vous ne préparez pas les ouvriers à fonder un parti vraiment discipliné, qui impose sa discipline à tous ses membres, vous ne préparerez jamais la dictature du prolétariat. Vous ne voulez pas admettre, je pense, que c'est la faiblesse d'un très grand nombre de nouveaux partis communistes qui les amène à contester la nécessité du travail parlementaire. Et je suis convaincu que l'immense majorité des ouvriers vraiment révolutionnaires nous suivra et se prononcera contre vos thèses antiparlementaires.

Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne

Les objections du camarade Lénine aux thèses et aux arguments que j'ai présentés soulèvent des questions très intéressantes, que je ne veux pas même effleurer ici, et qui se rattachent au problème général de la tactique marxiste.

Les événements parlementaires et les crises ministérielles sont sans aucun doute en étroite relation avec le développement de la révolution et la crise de l'organisation bourgeoise. Mais pour établir les formes d'intervention dans les événements de l'activité politique prolétarienne, il faut appliquer des considérations de méthode de la nature de celles qui ont conduit la gauche marxiste du mouvement socialiste international à écarter, dès avant la guerre, la participation ministérielle et l'appui parlementaire aux gouvernements bourgeois, bien qu'il s'agisse là, sans aucun doute de moyens d'intervention dans le déroulement des événements.

C'est la nécessité même d'unir les poussées révolutionnaires de la classe ouvrière et de les organiser en vue du but communiste qui impose une tactique fondée sur certaines règles générales d'action, même si elle peut sembler trop simple ou trop rigide.

Je pense que notre mission historique actuelle implique une nouvelle donnée tactique, à savoir le rejet de la participation parlementaire qui n'est plus un moyen d'influer sur les événements dans un sens révolutionnaire.

On nous dit qu'il faut résoudre le problème pratique d'une action parlementaire communiste soumise à la discipline du parti, car il faudra, après la révolution, savoir et pouvoir organiser des institutions de toutes sortes en utilisant des hommes issus de milieux bourgeois ou semi-bourgeois; un tel argument pourra être également invoqué pour soutenir qu'il est utile d'avoir des ministres socialistes en régime de domination bourgeoise.

Mais ce n'est pas le moment de s'occuper plus à fond de cette question. Je me limite donc à déclarer que je conserve mon opinion sur le sujet dont nous nous occupons, et je suis plus que jamais convaincu que l'Internationale Communiste ne réussira pas à mettre sur pieds une action parlementaire vraiment révolutionnaire.

Enfin, puisqu'il a été reconnu que les thèses que je présente se fondent sur des principes purement marxistes et n'ont rien de commun avec les arguments anarchistes et syndicalistes, j'espère qu'elles seront votées par ces camarades antiparlementaires qui les acceptent dans leur ensemble et dans leur esprit parce qu'ils souscrivent aux affirmations marxistes qui en forment la substance.

Le Parti Communiste et le parlementarisme

I. - LA NOUVELLE EPOQUE ET LE NOUVEAU PARLEMENTARISME

(Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès)

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine, à l'époque de la Première Internationale, à utiliser les Parlements bourgeois pour l'agitation. La participation au Parlement était considérée du point de vue du développement de la conscience de classe du prolétariat dans sa lutte contre les classes dominantes.

Sous l'influence de l'évolution politique, et non de la théorie, cette attitude se modifia. Par suite de l'augmentation incessante des forces productives et de l'élargissement du domaine de l'exploitation capitaliste, le capitalisme et, avec lui, les Etats parlementaires acquièrent une stabilité durable. De là l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative «organique» des Parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction des réformes dans le cadre du capitalisme, la prédominance du programme minimum des partis socialistes, la transformation du programme maximum en une plate-forme destinée aux discussions sur un «but final» éloigné. L'arrivisme parlementaire, la corruption, la trahison ouverte ou camouflée des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière se développèrent sur cette base.

L'attitude de la IIIe Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du Parlement même. A l'époque précédente, le Parlement en tant qu'instrument du capitalisme en voie de développement a, dans un certain sens, travaillé au progrès historique. Mais dans les conditions actuelles, à l'époque du déchaînement impérialiste, le Parlement est devenu tout à la fois un instrument de mensonge, de tromperie, de violence et un exaspérant moulin à paroles. Devant les dévastations, les rapines, les violences, les actes de brigandage et les destructions accomplis par l'impérialisme, les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité, conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute portée pratique pour les masses laborieuses.

De même que toute la société bourgeoise, le parlementarisme perd de sa stabilité, le passage de la période organique à la période critique crée une nouvelle base à la tactique du prolétariat dans le domaine parlementaire. C'est

ainsi que le parti ouvrier (le parti bolchevique) a posé les bases du parlementarisme révolutionnaire dès la période précédente, la Russie ayant perdu son équilibre politique et social depuis 1905 pour entrer dans une période de tourmentes et de bouleversements.

Lorsque certains socialistes penchant vers le communisme soulignent que l'heure de la révolution n'est pas encore venue dans leurs pays et se refusent à rompre avec les opportunistes parlementaires, ils se basent consciemment ou non sur une perspective de stabilité relative et durable de la société impérialiste et estiment en conséquence qu'une collaboration avec les Turati et les Longuet peut donner des résultats pratiques dans la lutte pour les réformes.

Le communisme doit au contraire traire prendre pour point de départ l'étude théorique de notre époque (apogée du capitalisme; tendances à sa propre négation et à sa propre destruction par l'impérialisme; aggravation continue de la guerre civile, etc.). La forme des relations et des regroupements politiques peut varier selon les pays mais le fond des choses reste le même partout: il s'agit pour nous de la préparation politique et technique directe de l'insurrection du prolétariat; de la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois et de l'établissement d'un nouveau pouvoir d'Etat prolétarien.

A l'heure actuelle, le Parlement ne peut être en aucun cas, pour les communistes, le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans le passé. Le centre de gravité de la vie politique s'est déplacé en dehors du Parlement, et d'une manière définitive. La bourgeoisie, d'autre part, à cause de ses rapports avec les masses laborieuses et des rapports complexes qui existent au sein de la classe bourgeoise elle-même, est obligée de faire passer, d'une manière ou d'une autre, certaines de ses mesures par le canal, du Parlement, où les diverses coteries se disputent le pouvoir, manifestent leur force, trahissent leurs faiblesses, se compromettent, etc...

Aussi la tâche immédiate de la classe prolétarienne est-elle d'arracher ces appareils aux classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de leur substituer les nouveaux organes du pouvoir prolétarien. Par ailleurs, l'état-major de la classe ouvrière a le plus grand intérêt à avoir dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie des éclaireurs qui faciliteront son oeuvre de destruction.

On voit clairement dès lors la différence essentielle entre la tactique des communistes qui vont au Parlement avec des objectifs révolutionnaires, et celle des parlementaires socialistes. Ceux-ci commencent par reconnaître au régime actuel une certaine stabilité et une durée indéfinie; ils se donnent pour tâche d'obtenir des réformes par tous les moyens et ont intérêt à ce que chaque conquête des masses soit portée par elles au crédit du parlementarisme socialiste (Turati, Longuet, etc.).

Le vieux parlementarisme capitulard est remplacé par un parlementaris-

me nouveau, conçu comme un des instruments de la destruction du parlementarisme en général. Mais les traditions écoeurantes de l'ancienne tactique parlementaire rejettent certains éléments révolutionnaires dans le camp des antiparlementaires par principe (les I.W.W., les syndicalistes révolutionnaires, le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne).

Considérant cette situation, le IIe Congrès de l'Internationale Communiste présente les thèses suivantes:

II. - COMMUNISME, LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET «POUR L'UTILISATION» DES PARLEMENTS BOURGEOIS

- I -

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme «démocratique» de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une «volonté du peuple» au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3. Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement «prolétarien» dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation gouvernementale comme une organisation **de combat** dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne seront pas admis; dans cette phase, toute fiction de **volonté populaire** est nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs, qui ne pourrait que lui être néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat. En réalité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et doivent donc être détruites et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des

formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements; il se donne pour but l'**abolition** du parlementarisme. **Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction.** C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

- II -

7. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève qui s'étend à un pays entier devient une menace pour l'Etat bourgeois et acquiert par là même un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de **détruire** l'Etat bourgeois, c'est soutenir une lutte politique. Créer un appareil **prolétarien de classe**, quel qu'il soit, en vue de gouverner et de réprimer la résistance de la bourgeoisie, c'est conquérir le pouvoir politique.

8. La lutte politique ne se réduit donc nullement à une question d'attitude à l'égard du parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tende au renversement du régime capitaliste en général.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir d'Etat, est avant tout celle des actions de masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masse du prolétariat (syndicats, partis, soviets), sous la conduite générale du Parti communiste, solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir un bon corps politique d'officiers et un état-major politique efficace qui dirige toutes les opérations dans tous les domaines de l'action.

10. La lutte des masses constitue tout un système d'actions en développement continu qui prennent des formes toujours plus dures et conduisent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masse appelée à se transformer en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, fortifier toutes ses positions légales, en faire des points d'appui secondaires de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de la campagne principale, c'est-à-dire à la lutte des masses.

11. La tribune du Parlement bourgeois est un de ces points d'appui secondaires. On ne peut en aucun cas invoquer contre l'action parlementaire le fait que le Parlement est une institution de l'Etat bourgeois. En effet, le Parti communiste n'y entre pas pour se livrer à une activité organique, mais pour aider les masses, de l'intérieur du Parlement, **à détruire par leur action propre la machine d'Etat de la bourgeoisie et le parlement lui-même.** (Exemples: l'action de Liebknecht en Allemagne, celle des bolcheviks à la Douma tsariste, à la «Conférence démocratique» et au «Préparlement» de Kerenski, à l'Assemblée Constituante, dans les municipalités; enfin, l'action

des communistes bulgares).

12. Cette action parlementaire, qui consiste essentiellement à utiliser la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manoeuvres de l'adversaire, à grouper autour de certaines idées les masses emprisonnées dans les illusions démocratiques et qui, surtout dans les pays arriérés, tournent encore leurs regards vers la tribune parlementaire, **cette action doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte extraparlamentaire taire des masses.**

La participation aux campagnes électorales et la propagande révolutionnaire du haut de la tribune parlementaire ont une importance particulière pour la conquête politique des milieux de la classe ouvrière qui, comme les masses laborieuses rurales, sont restés jusqu'ici à l'écart de la vie politique.

13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent: a) conduire une opposition révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois central; b) s'efforcer d'aider par tous les moyens la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc...); c) révéler en toute occasion les obstacles dressés par l'Etat bourgeois à toute réforme radicale; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois; e) dans certaines circonstances, remplacer les municipalités par des soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer à leur activité générale pour le renversement de l'Etat capitaliste.

14. La campagne électorale ne doit jamais être une chasse au plus grand nombre possible de sièges parlementaires, mais une mobilisation révolutionnaire des masses sur les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être le fait des seuls dirigeants du Parti, l'ensemble de ses membres doit y prendre part. Tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, manifestations, effervescence dans l'armée et la flotte, etc.); on établira avec ce mouvement un contact étroit. Toutes les organisations prolétariennes de masse doivent être mobilisées pour un travail actif.

15. Lorsque ces conditions, ainsi que celles qui sont contenues dans des instructions particulières, sont observées, l'activité parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écœurante politiciannerie des partis social-démocrates de tous les pays, dont les députés vont au Parlement pour soutenir cette «institution démocratique» ou, dans le meilleur des cas, pour la «conquérir». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement **révolutionnaire** du parlementarisme, à la manière de Karl Liebknecht, de Hoeglund et des Bolcheviks.

- III -

16. L'«antiparlamentarisme» de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolution-

naire, n'est donc qu'une doctrine infantile et naïve ne résistant pas à la critique. Résultant parfois d'une saine aversion pour les politiciens parlementaires, elle ne reconnaît pas, par contre, la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. De plus, cette doctrine est souvent liée à une conception tout à fait erronée du rôle du Parti, qu'on ne considère pas comme l'avant-garde ouvrière organisée pour la lutte d'une manière centralisée, mais comme un système décentralisé de groupes mal reliés entre eux.

17. D'un autre côté, admettre en principe l'action parlementaire révolutionnaire n'implique nullement que l'on doive participer effectivement en toutes circonstances à des élections et à des assemblées parlementaires données. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'était le cas lorsque les bolcheviks se retirèrent du Préparlement de Kerenski afin de le torpiller, de le paralyser et de lui opposer brutalement le Soviet de Petrograd avant de prendre la tête de l'insurrection; c'était également le cas lorsqu'ils décidèrent la dissolution de la Constituante, déplaçant ainsi le centre de gravité des événements politiques vers le IIIe Congrès des Soviets. En d'autres circonstances, le boycottage des élections et l'anéantissement immédiat, par la force, de tout l'appareil d'Etat et de la clique parlementaire bourgeoise, peut s'imposer; ou encore la participation aux élections combinée au boycottage du Parlement même, etc...

18. En conséquence, tout en reconnaissant la nécessité de participer, en règle générale, aux élections parlementaires et municipales et de travailler dans les Parlements et les municipalités, le Parti communiste doit trancher la question selon les cas concrets, en partant des particularités spécifiques de la situation. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Parlement, sont surtout admissibles en présence de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

19. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question, Le centre de gravité étant dans la lutte **extraparlamentaire** pour le pouvoir politique, il va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte **des masses** pour cette dictature ne peut être mise sur le même plan que la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

20. C'est pourquoi l'Internationale Communiste affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme une faute grave envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission provoquée au sein du Parti communiste par **cette** question et uniquement par **cette** question. Le Congrès invite tous les partisans de la lutte de masse pour la dictature du prolétariat sous la direction d'un parti centralisé influençant toutes les organisations de masse du prolétariat à réaliser l'unité complète des éléments communistes, en dépit des divergences de vues possibles quant à l'utilisation des Parlements bourgeois.

III. - LA TACTIQUE REVOLUTIONNAIRE

Les mesures suivantes s'imposent afin de garantir l'application effective d'une tactique révolutionnaire au Parlement:

1. Le Parti communiste dans son ensemble et son Comité central s'assurent, **dès la période préparatoire** qui précède les élections, de la sincérité et de la valeur communiste des membres du groupe parlementaire communiste; il a le droit indiscutable de récuser tout candidat désigné par une organisation, s'il n'a pas la conviction que ce candidat fera une politique véritablement communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à la vieille habitude social-démocrate de faire exclusivement élire des parlementaires «expérimentés», et surtout des avocats. De règle, les candidats seront pris parmi les **ouvriers**: on ne craindra pas de désigner de simples membres du Parti sans grande expérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les arrivistes qui viennent à eux, à seule fin d'entrer au Parlement. Les Comités centraux ne doivent approuver que les candidatures d'hommes qui, de longues années durant, ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

2. Les élections achevées, il appartient exclusivement au Comité central du Parti communiste d'organiser le groupe parlementaire, que le Parti soit à ce moment légal ou illégal. Le choix du président et des membres du bureau du groupe parlementaire doit être approuvé par le Comité central. Le Comité central du Parti aura au groupe parlementaire un représentant permanent jouissant du droit de veto. Sur toutes les questions politiques importantes, le groupe parlementaire est tenu de demander les directives préalables du Comité central.

Le Comité central a le droit et le devoir de désigner ou de récuser les orateurs du groupe appelés à intervenir sur des questions importantes et d'exiger que les thèses ou le texte complet de leurs discours, etc..., soient soumis à son approbation. Tout candidat porté sur la liste communiste signe l'engagement officiel de résigner son mandat à la première injonction du Comité central, afin que le Parti ait toujours la possibilité de le remplacer;

3. Dans les pays où des réformistes, des demi-réformistes, voire simplement des arrivistes ont déjà réussi à s'introduire dans le groupe parlementaire communiste (c'est déjà le cas pour plusieurs pays), les Comités centraux des partis communistes sont tenus de procéder à une épuration radicale de ces groupes, en s'inspirant du principe qu'un groupe parlementaire peu nombreux, mais vraiment communiste sert beaucoup mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'un groupe nombreux sans ferme politique communiste;

4. Tout député communiste est tenu, sur décision du Comité central, d'unir le travail **illégal** au travail légal. Dans les pays où les députés commu-

nistes bénéficient encore, en vertu des lois bourgeoises, d'une certaine immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégale du Parti;

5. Les députés communistes sont tenus de subordonner toute leur activité parlementaire à l'action extraparlamentaire du Parti. Le dépôt régulier de projets de loi purement démonstratifs conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation, doit avoir lieu sur les indications du Parti et de son Comité central;

6. Le député communiste est tenu de se mettre en tête des masses prolétariennes, au premier rang, bien en vue, dans les manifestations et les actions révolutionnaires;

7. Les députés communistes sont tenus de nouer par tous les moyens (sous le contrôle du Parti) des relations épistolaires et autres avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs révolutionnaires de toutes catégories, sans imiter en aucun cas les députés socialistes qui s'efforcent d'entretenir avec leurs électeurs des relations d'affaires. **Ils sont à tout moment à la disposition des organisations communistes pour le travail de propagande dans le pays;**

8. Tout député communiste au Parlement est tenu de se rappeler qu'il n'est pas un «législateur» cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du Parti. Le député communiste est responsable non devant la masse anonyme des électeurs, mais devant le Parti communiste légal et illégal;

9. Les députés communistes doivent tenir au Parlement un langage intelligible à l'ouvrier, au paysan, à la blanchisseuse, au pâtre, de façon que le Parti puisse éditer leurs discours en tracts et les répandre dans les coins les plus reculés du pays;

10. Les ouvriers communistes du rang doivent, même s'ils n'en sont qu'à leurs débuts parlementaires, aborder sans crainte la tribune des Parlements bourgeois et ne point céder la place à des orateurs plus «expérimentés». En cas de nécessité, les députés ouvriers liront simplement leurs discours, destinés à être reproduits par la presse et en tracts;

11. Les députés communistes sont tenus d'utiliser la tribune parlementaire pour démasquer non seulement la bourgeoisie et sa valetaille officielles, mais aussi les social-patriotes, les réformistes, les politiciens équivoques du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme, et aussi en vue de propager largement les idées de la IIIe Internationale;

12. Les députés communistes, n'y en aurait-il qu'un ou deux, sont tenus de jeter par toute leur attitude le défi au capitalisme et de ne jamais oublier que celui-là seul est digne du nom de communiste qui se révèle, non verbalement, mais par des actes, l'ennemi de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.

Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

1. Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font ont les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien: les Conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus: la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3. Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les Soviets locaux de députés ouvriers.

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifi-

que et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5. Actuellement, la tâche des communistes dans leur oeuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de sa voie historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6. Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat.

7. Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise; par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratisme des traîtres) et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers.

8. Dans ces conditions historiques, le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter - côte à côte avec les membres de la classe adverse -, sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploités.

9. La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultraparlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10. La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

11. Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la IIIe Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire; or, sans l'élimination des éléments social-démocrates, la IIIe Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

12. La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire. De la même manière il est impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refuse de se soumettre à toutes les formalités établies par la procédure électorale. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera que fonction de l'habileté à manoeuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement; de même, le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus. Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se dépensent au contraire sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

Troisième partie

A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926)

Les textes que nous publions ci-dessous sont destinés à illustrer les positions et la tactique de la Gauche à l'égard de la question parlementaire dans la période historique qui va de la première guerre impérialiste aux luttes révolutionnaires de l'après-guerre et à la victoire du fascisme italien. Ces textes sont tirés pour la plupart de la «*Storia della Sinistra Comunista*» (tome I pour les documents de 1913-1919; volumes suivants à paraître pour la période ultérieure(1)). Les «*Thèses de Lyon*» de 1926, qui résument l'expérience de la Gauche au sein de l'Internationale et assurent la continuité historique de son programme devant la dégénérescence de Moscou et les premiers symptômes de l'antifascisme démocratique, ont été traduites en français dans le N° 38 de «*Programme Communiste*». Le lecteur pourra donc se référer à ces publications pour plus de détails.

Comme nous l'avons dit, la Gauche communiste qui présenta un projet de thèses antiparlementaires au IIe Congrès de l'Internationale ne prêtait nullement le flanc aux préjugés traditionnels de l'anarcho-syndicalisme latin. Elle est née parfaitement vaccinée contre les «maladies infantiles» qui affligèrent en 1920 le communisme anglo-saxon. Une telle maturité ne fut pas cependant le seul fait de quelques dirigeants: elle découlait des caractéristiques mêmes du socialisme italien d'avant 1914 qui avait de longue date rompu avec l'anarcho-syndicalisme (congrès de Gênes, 1892) et qui par la suite ne lui laissa jamais le monopole de la lutte contre les socialistes réformistes (expulsion des social-impérialistes en liaison avec la guerre de Libye en 1912). Ces circonstances firent, entre autres, de la campagne électorale de 1913 une vigoureuse manifestation de propagande révolutionnaire. Ainsi que le montre l'article «*Contre l'abstentionnisme*», les représentants de la Gauche n'ont pas seulement défendu alors la participation, mais ils dénonçaient dans la recette anarchiste de l'abstention une forme d'apolitisme et de neutralisme dont le seul aboutissement était le pire bloc de collaboration de classe.

Les deux articles de 1919 («*Ou élections ou révolution*» et «*Préparation révolutionnaire ou préparation électorale*») font écho aux élections de l'immédiat après-guerre qui furent dans tous les pays si funestes à la lutte et à l'organisation du prolétariat révolutionnaire. Dès ce moment, l'antiparlementarisme de la Gauche communiste se fonde sur un double examen: celui de la situation d'une part, et de l'autre celui de la stratégie du parti de classe dans la phase des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes. Sur le premier point, l'appréciation de Lénine formulée dans la «*Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique*» (21 janvier 1919) et celle de la Gauche sont rigoureusement identiques: appeler le prolétariat aux urnes en 1919, c'est planter un poignard dans le dos des républiques soviétiques de Bavière, de Hongrie et de Russie; c'est admettre que «la lutte devra nécessairement se dérouler à l'intérieur de l'ordre bourgeois». Le second point est développé avec force dans l'article «*Préparation révolutionnaire ou préparation électorale*» et sera au centre des divergences sur la tactique au IIe Congrès de Moscou. Pour la Gauche, en effet, «l'incompatibilité entre ces deux formes de travail n'est pas une incompatibilité momentanée», mais elle caractérise toute la phase impérialiste et fasciste dans laquelle sont irrémédiablement entrés les pays de vieille démocratie. Aussi le rejet de la tactique parlementaire doit-il même être envisagé indépendamment du flux et du reflux des situations révolutionnaires, comme un fait imposé au parti du prolétariat par les conditions objectives de sa lutte finale.

Après la décision prise par le IIe Congrès de 1920 en faveur des thèses préconisant l'utilisation du parlement aux fins de la propagande et de l'action révolutionnaire, la Gauche qui dirigeait alors le parti communiste d'Italie s'en tint scrupuleusement dans la pratique à la lettre et à l'esprit des thèses de l'Internationale. On peut même dire aujourd'hui qu'elle fut la seule à donner dans la phase de repli les exemples de parlementarisme révolutionnaire que Lénine attendait et que Liebknecht avait illustrés dans la phase ascendante de la révolution allemande. Caractéristique à cet effet est l'action du parti dans la campagne électorale italienne de 1921. Comme le montre son «Manifeste électoral», la Gauche sut faire de ces élections un grand mouvement de propagande et de mobilisation politique de classe devant la montée de la réaction fasciste. Dans les mêmes circonstances, l'article «Elections» de 1921 défendit la nécessité de participer à la campagne électorale contre les profondes convictions abstentionnistes de nombreux prolétaires. Les arguments développés sont particulièrement intéressants. Le texte rappelle d'abord que la situation de 1921, où l'on comptait moins les bulletins de vote que les bastonnades, est de celles qui correspondent le mieux à la tactique léniniste du parlementarisme révolutionnaire et qui justifieraient le moins la tactique abstentionniste de la Gauche surtout hostile à la participation dans les pays et dans les phases de démocratie bourgeoise et de «libertés constitutionnelles». Cependant l'examen de la situation en 1921 ne constitue pas l'argument

décisif en faveur de la tactique internationale. Tout en persistant à croire que les thèses parlementaires du IIe Congrès devraient être révisées, la Gauche s'est prononcée avant tout pour la discipline internationale et le centralisme. Comme le dit l'auteur de l'article, en tant que Gauche marxiste, elle est d'abord centraliste et seulement après abstentionniste. Et c'est parce que notre conception de la tactique s'intégrait profondément à la théorie et aux principes du communisme que la Gauche ne fit pas appel pour l'imposer aux marchandages de couloir, aux «situations particulières» et moins encore à ces «voies nationales» par lesquelles les renégats ont fait passer leur parlementarisme le plus conformiste. Dans l'histoire du parti mondial l'abstentionnisme entrera bien par la «grande porte»!

L'article «*Nostalgies abstentionnistes?*» (1924) et l'extrait des «*Thèses de Lyon*» (1926) contiennent toute notre dénonciation de l'antifascisme démocratique qui vint compromettre dès 1924 la ligne du parti communiste dont la Gauche n'assumait plus la direction. Pour bien comprendre la portée de ces documents, il ne sera pas inutile d'en évoquer brièvement le contexte historique et en particulier les événements de 1924 dont l'article «*Nostalgies abstentionnistes?*» est en quelque sorte la prévision et dont les «*Thèses de Lyon*» présentent le bilan politique.

Dans les premiers mois de 1924, le P.C. avec sa nouvelle direction centriste se présenta aux élections comme bloc d'«unité prolétarienne», ne réussissant en fait à grouper autour de lui que les «terzini», fraction du parti socialiste qui avait demandé son adhésion à la Troisième Internationale. Comme le montre l'article du 28 février, ces élections destinées à légitimer le régime fasciste, provoquèrent une première levée de boucliers en faveur de l'abstention: une abstention motivée par le seul préjugé constitutionnel bourgeois. Quelques mois plus tard intervient l'affaire Matteotti, député socialiste assassiné après avoir dénoncé au Parlement les «irrégularités» et les violences qui accompagnèrent les élections d'avril. Aussitôt les partis démocratiques quittèrent le Parlement en se retirant, comme on dit alors, «sur l'Aventin»: ils faisaient de l'assassinat de Matteotti une question purement morale et refusaient de siéger aux côtés de ses responsables. La direction du P.C. qui avait déjà surestimé les résultats électoraux suivit les opposants bourgeois convaincue qu'ils étaient «le pivot du mouvement populaire antifasciste» et que le régime fasciste était «à l'agonie». En août le P.C. lance une grève générale pour forcer la constitution du front unique. Cette grève échoue à cause des résistances de la Confédération du Travail et des socialistes en général, mais le parti poursuit néanmoins ses offres à l'«opposition démocratique», - allant même jusqu'à lui proposer de se constituer en «Anti-Parlement», - sans abandonner pour autant ses appels aux masses pour qu'elles créent des «Comités ouvriers et paysans» selon la formule lancée par l'Internationale au début de 1924. C'est seulement devant le refus catégorique des partis démocratiques de mener une action commune que la direction du P.C. se plie aux exigences de la Gauche qui

demandait avec insistance que le parti suive sa propre voie en s'appuyant avant tout sur l'action des masses et sans laisser échapper, dans ce but, l'occasion unique de se présenter également à la tribune parlementaire d'une manière complètement indépendante; elle donne alors l'ordre de rentrer au parlement pour y dénoncer fascisme et démocratie et rappeler aux masses que la seule solution de la crise est dans la rue.

La déclaration faite à la Chambre, le 12 novembre 1924, par le député Repossi restera comme la dernière manifestation de parlementarisme révolutionnaire conduite par la Gauche marxiste. Manifestation tardive dans la situation italienne d'alors; manifestation posthume, pourrait-on même dire; manifestation qui garde cependant toute sa valeur. «Nous revenons ici, dit Repossi, pour répéter contre vous notre acte d'accusation; et nul ne nous empêchera de le faire chaque fois que nous jugerons nécessaire de nous servir de cette tribune pour indiquer aux ouvriers et aux paysans d'Italie le moyen de sortir du régime de réaction et de violence que vous représentez... Déjà nous avons prévu (en juin 1924) qu'en restreignant la lutte antifasciste à la recherche d'un compromis parlementaire qui laisserait intacte la substance réactionnaire dont souffrent et que maudissent des millions d'ouvriers et de paysans, on ne pourrait trouver aucune issue positive. Nous ne vivons pas dans l'attente d'un compromis bourgeois au nom duquel la bourgeoisie invoque l'intervention du roi et la social-démocratie rejette la lutte de classe appelant de ses vœux une «administration supérieure et étrangère aux intérêts particuliers», c'est-à-dire une dictature militaire qui devrait empêcher la victoire inexorable du prolétariat... Le centre de notre action est hors de cette enceinte, parmi les masses laborieuses qui sont toujours plus profondément convaincues que la honteuse situation dans laquelle vous tenez le pays avec vos alliés et vos acolytes libéraux et démocrates, ne trouvera de fin que le jour ou reviendra et l'emportera contre vous la force organisée des masses».

La dernière bataille de la Gauche marxiste sur la question parlementaire n'a pas été seulement un dernier exemple de parlementarisme révolutionnaire tel que l'entendait et le préconisait Lénine. Avec le parlementarisme révolutionnaire, la Gauche a su défendre son propre abstentionnisme contre «l'abstentionnisme contingent» des démocrates antifascistes toujours prêts à faire la navette entre le Parlement et l'Anti-parlement pour la seule conservation de l'ordre social bourgeois. Après l'épreuve des fronts populaires et des blocs de résistance partisane dans lesquels l'antifascisme a réussi à entraîner le prolétariat, c'est un abstentionnisme intact et aguerri que la Gauche transmet aux futures générations révolutionnaires.

(1) Note de l'édition 2001: depuis que ces lignes d'introduction furent écrites dans l'édition de 1967, trois autres volumes sont parus: Vol. II, période 1919-1920; Vol. III, période sept. 1920-juin 1921; Vol. IV, période juillet 1921-mai 1922

Contre l'abstentionnisme

(«Avanti!», 13-7-1913.)

Armé de tout son programme, notre parti qui affronte seul contre tous la prochaine bataille électorale, devra se garder d'un danger non moins sérieux que les autres: celui de l'abstentionnisme. Aujourd'hui syndicalisme et anarchisme ne sont plus chez nous très florissants. Pourtant les socialistes, et en premier lieu les socialistes révolutionnaires, ne doivent pas rester indifférents au sabotage que les anti-électorales mènent contre le parti et à leur dénigrement de l'orientation révolutionnaire que les derniers événements ont donné au socialisme italien. Les révolutionnaires devaient lutter contre la dégénérescence du parti et de son action parlementaire sans aucune tendresse pour un rapprochement avec l'abstentionnisme anarchiste ou syndicaliste. Et c'est ce qu'ils ont fait. Mais il leur appartient encore de réfuter les arguments commodes de l'abstentionnisme qui se fondent sur les erreurs et les faiblesses d'une fraction du parti dont la grave déviation est aujourd'hui presque totalement liquidée.

Face à toutes les formes équivoques d'apolitisme et de neutralisme qui avaient enlevé au parti sa physionomie subversive, les révolutionnaires ont réaffirmé dans la juste conception marxiste la valeur politique de la lutte de classe révolutionnaire. Aussi doivent-ils plus que jamais soutenir la nécessité du parti politique, la nécessité de «colorer» politiquement toute l'action de la classe travailleuse afin de l'orienter vers ses buts communistes. Ceci s'oppose au neutralisme des organisations ouvrières, si cher aux réformistes, qui, dans leur conception vulgaire, oublie tout mouvement organique de la classe, s'il n'est pas dirigé vers des buts limités et immédiats. Syndicalisme et réformisme se sont désormais rejoints dans l'apolitisme syndical. Ils nous ont ainsi suffisamment démontré que le prolétariat ne pourra jamais accomplir la révolution par la seule force de ses organisations économiques. La révolution sociale est un fait politique et se prépare sur le terrain politique. La lutte électorale entre dans l'activité politique générale du parti comme un de ses nombreux aspects. Elle ne doit pas en exclure les autres. Mais il est selon nous nécessaire que le parti exige de ses militants qu'ils affirment de manière décidée et positive leur opinion et leur volonté.

On peut faire de fort belles discussions sur l'influence du milieu parlementaire et sur la «corruption» quotidienne des élus socialistes. Nous ne contestons pas cette influence. Seulement nous estimons de notre point de vue intransigeant que si tous les électeurs étaient de vrais «socialistes» les erreurs

de leurs représentants ne devraient avoir aucun effet sur eux. Mais si ce sont d'autres partis qui glanent ces électeurs, qui les appâtent par les promesses de favoritisme et d'avantages immédiats, alors il n'est pas étonnant que l'élu devienne un renégat.

Telle est l'accusation que nous portons au réformisme et que les abstentionnistes voudraient utiliser comme un argument contre la participation aux élections.

Certes, nous ne nous dissimulons pas combien il est difficile de donner à la politique de classe du prolétariat, menée par le parti socialiste, un caractère aussi radicalement différent de la politiquaillerie bourgeoise. Mais les vrais révolutionnaires doivent s'efforcer de travailler dans ce sens et ne pas abandonner le combat. L'abstentionnisme n'est pas un remède; il est plutôt un renoncement à la seule méthode susceptible de donner au prolétariat une conscience qui pourra le défendre contre la politiquaillerie opportuniste des partis non-socialistes. Le neutralisme électoral devient neutralisme de conscience et d'opinion face aux grands problèmes sociaux qui, tout en résultant des conditions économiques, comme le marxisme le soutient, revêtent toujours néanmoins un caractère politique.

Nous n'avons pas la prétention de développer dans ces quelques lignes un problème aussi complexe. Nous voulons seulement jeter un cri d'alarme contre les partisans de l'anti-électoratisme qui viennent saboter notre oeuvre de propagande dans les réunions électorales. Nous entendons cimenter la conscience politique du peuple d'Italie dans une grande bataille contre la bourgeoisie. Notre parti est le seul qui entrera en lutte contre la triple dictature du clergé, de la monarchie et de la démocratie. Nous attendons la période électorale non parce que nous sommes fétichistes du Parlement, mais pour secouer les consciences prolétariennes endormies par tous les neutralismes. Nous savons que nous accomplissons là une oeuvre profondément subversive et nous nous proposons de frapper toute forme de collaboration de classe.

Les syndicalistes (qui tripotent pour donner la médaille à De Ambris), les anarchistes (qui se noient dans les bavardages démocratiques, sur la **culture, l'école et l'éducation populaire** en parfait accord avec les «intellectuels» bourgeois), tenteront de se réserver le monopole de la révolution en nous accusant de transiger sous prétexte que nous recourons à l'arme des élections.

Nous devons être prêts à riposter pour ne pas perdre les voix de quelques vrais révolutionnaires auxquelles nous tenons beaucoup plus qu'à cent voix équivoques de non-socialistes. Ces champions de l'abstentionnisme attendent avec impatience que Giolitti ouvre la campagne électorale pour diriger surtout contre leurs «cousins», comme ils nous appellent, leurs discours échevelés et farcis de lieux communs. Mais le parti socialiste n'a plus de parenté, ni à droite, ni à gauche! En dernière analyse, ces antiparlementaires donnent plus d'importance que nous à l'action du Parlement. Au fond, nous

tenons plus à la place publique et au bureau de vote qu'aux travées de Montecitorio. Eux, au contraire, sont les fervents supporters du candidat **Personne**. Et ce monsieur **Personne** n'est autre que le représentant du «bloc» le plus informe: anarchistes, syndicalistes, mazziniens et catholiques intransigeants.

C'est le candidat de l'immense parti de l'indifférence. Individus avec lesquels nous ne voulons pas avoir à faire. Car nous attendons les vrais révolutionnaires aux urnes, comme nous les attendrons demain à l'épreuve des barricades!

Ou élections, ou révolution

(«Il Soviet», 28-6-1919)

De nombreux camarades commencent malheureusement à fixer leur attention sur les prochaines batailles électorales, alors que d'autres manifestent dans les rangs du parti leur opposition à participer aux élections; mais tous insistent sur la nécessité du Congrès national.

La direction cependant ne se prononce pas et tandis que les élections approchent, on ajourne toujours plus la convocation du Congrès.

Dans une lettre aux travailleurs d'Europe, publiée par la «Riscossa» de Trieste, le camarade Lénine écrit entre autres choses intéressantes: «...Il y a aujourd'hui des hommes comme Maclean, Debs, Serrati, Lazzari, qui comprennent qu'il faut en finir avec le parlementarisme bourgeois... (censure de Trieste)».

Après cette considération logiquement tirée de l'adhésion de notre parti à la Troisième Internationale, Lénine écrit: «Le parlement bourgeois, même dans la république la plus démocratique, n'est rien d'autre qu'une machine d'oppression contre des millions d'ouvriers contraints de voter les lois que d'autres font à leurs dépens. Le socialisme a admis les luttes parlementaires seulement afin d'utiliser la tribune du Parlement dans des buts de propagande **tant que la lutte devra nécessairement se dérouler à l'intérieur de l'ordre bourgeois**».

Ici aussi le texte est coupé par la censure. Mais, ajouterons-nous, la lutte du prolétariat est internationale et sa tactique, comme le dit clairement le programme de Moscou accepté par notre Direction, est internationalement uniforme. Il existe déjà trois républiques communistes, nous sommes donc en

plein dans le cours historique de la révolution, hors de la période où la lutte se déroulait à l'intérieur de l'ordre bourgeois.

Appeler encore le prolétariat aux urnes équivaut tout simplement à déclarer qu'il n'y a aucun espoir de réaliser ses aspirations révolutionnaires et que *la lutte devra nécessairement se dérouler à l'intérieur de l'ordre bourgeois*.

Le programme de la dictature prolétarienne, son adhésion à la IIIe Internationale, voilà sur quoi crache la Direction du parti en décidant de participer aux élections. Comment ne pas voir cette contradiction fatale? Comment ne pas comprendre que dire aujourd'hui au prolétariat: «Aux urnes!» signifie l'inviter à se détourner de tout effort révolutionnaire pour la conquête du pouvoir?

Nous, nous crions de toutes nos forces: «Le Congrès! Le Congrès!»

Il n'est pas possible de continuer ainsi. Et au moment où la bourgeoisie se prépare à juguler les républiques soviétiques, tombent les illusions de révolutionnaires convaincus qui aiment trop la facilité et qui, jugeant stériles les discussions programmatiques et théoriques (horreur!), se tirent d'embaras en disant: «de toutes façons, aux élections, on n'y arrivera pas!»

Camarades «praticiens», on y arrivera aux élections! Et tandis que le sacrifice et l'honneur de sauver la révolution reviendront tout entiers aux prolétaires russes et hongrois qui sans regret versent leur sang et nous font confiance, nous, nous enverrons au banquet parlementaire de Montecitorio une centaine de héros de l'empoignade électorale, dans le joyeux oubli de toute dignité et de toute foi que donnent ces orgies. Réussirons-nous à conjurer ce danger?

Préparation révolutionnaire ou préparation électorale

(«Avanti!», 21-8-1919)

Nous considérons que nous sommes entrés dans la période historique de la révolution où le moment est venu pour le prolétariat de renverser le pouvoir bourgeois. Ceci est déjà fait en de nombreux pays d'Europe. Dans les autres, les communistes doivent tendre tous leurs efforts pour atteindre le même but.

Les partis communistes doivent donc se consacrer à la préparation révolutionnaire, éduquer le prolétariat à conquérir et à exercer le pouvoir, se préoccuper de former au sein de la classe travailleuse les organismes aptes à assumer la direction de la société.

Cette préparation doit être programmatique pour donner aux masses la conscience du processus historique complexe qui marquera le passage du capitalisme au communisme. Elle doit être tactique, puisqu'il s'agit de former des Soviétistes prêts à remplacer les pouvoirs centraux et locaux, et de mobiliser tous les moyens indispensables pour abattre la bourgeoisie.

Dans la période consacrée à cette préparation, tous les efforts du parti communiste tendent à créer l'ambiance de la dictature prolétarienne en défendant pas seulement en paroles, mais en fait, le principe du gouvernement de la société par la classe ouvrière et la suppression de tous droits politiques pour la minorité bourgeoise.

Si en même temps ou voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire.

Même en agitant le programme maximum dans les réunions électorales et à la tribune parlementaire, les députés communistes se trouveraient dans une situation contradictoire: soutenant que le prolétariat doit gouverner sans la bourgeoisie, ils admettraient en fait que les représentants du prolétariat et de la bourgeoisie continuent de se rencontrer à égalité de droits dans les organes législatifs de l'Etat. En pratique l'on gaspillerait toutes les énergies morales, intellectuelles, matérielles et financières dans le tourbillon des conflits électoraux. Les militants, les propagandistes, les organisateurs, la presse, toutes les ressources du parti, déjà bien insuffisantes, seraient détournées de la préparation révolutionnaire.

Etant donnée l'incompatibilité théorique et pratique entre la préparation révolutionnaire et la préparation électorale, il nous semble que seuls ceux qui n'ont pas la moindre foi dans les possibilités de révolution peuvent logiquement admettre d'intervenir dans les élections.

L'incompatibilité entre ces deux formes de travail n'est pas une incompatibilité momentanée qui nous permettrait d'admettre que l'une et l'autre puisse se succéder. Toutes deux présupposent de longues périodes de préparation absorbant toute l'activité du mouvement pour longtemps.

Des camarades sont préoccupés par l'hypothèse d'une abstention qui ne serait pas suivie de la victoire révolutionnaire. Ces craintes ne tiennent pas. Même si le fait de rester sans député présentait un danger (nous pensons, au contraire, en nous appuyant sur une vaste expérience, que ce serait un avantage), ce danger serait loin d'être aussi grave que celui de compromettre ou même seulement de retarder la préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir.

A moins que l'on réussisse à prouver en théorie, mais surtout en pratique, que l'action électorale n'est pas devenue historiquement fatale à la préparation révolutionnaire, il faut sans regret rejeter ses méthodes et concentrer toutes nos forces à la réalisation des buts suprêmes du socialisme.

Elections

(«Il Comunista», 14-4-1921)

Nous espérons, nous aussi, et l'on comprend pourquoi, qu'elles n'auraient pas lieu. Mais il faut désormais abandonner tout espoir. Les élections se feront. Que fera le Parti communiste?

En mettant de côté toutes les modalités que les organes compétents pourront établir, il conviendrait, selon certains camarades, de poser cette question: le P.C. doit-il ou non participer aux élections? Selon moi, ce problème n'a pas de raison d'être. Pour des raisons bien claires de discipline tactique internationale, le P.C. doit participer et participera aux élections.

Je ne prétends pas que le problème de la tactique électorale ait été définitivement résolu au sein de l'Internationale Communiste par les décisions de son IIe Congrès. Je crois même que nous, les abstentionnistes, sommes en plus grand nombre dans beaucoup de partis communistes occidentaux. Et il n'est pas exclu que la question revienne à l'ordre du jour du prochain IIIe Congrès. Si cela se produisait, je défendrais à nouveau les thèses que j'ai présentées au Congrès de l'an dernier: pour mieux développer la propagande communiste et la préparation révolutionnaire dans les pays «démocratiques» occidentaux, les communistes, en cette période de crise révolutionnaire universelle, devraient NE PAS participer aux élections. Mais tant que sont en vigueur les thèses opposées de Boukharine et Lénine, pour la participation aux élections et aux parlements dans un but et selon des directives antidémocratiques et anti-social-démocratiques, il faut participer sans discussion et s'en tenir à ces règles tactiques. Le résultat de cette action fournira de nouveaux éléments pour juger si les abstentionnistes avaient tort ou raison.

Certains camarades abstentionnistes - et même quelques électoralistes - disent: Mais ne peut-on trouver dans les thèses de Moscou un prétexte qui permette l'abstention sans tomber dans l'indiscipline? Je réponds avant tout à cela, que l'abstentionnisme que nous tentons de faire passer par la porte ne doit pas entrer par la fenêtre, au moyen de prétextes et de subterfuges. En outre, toutes les circonstances de cette campagne électorale tendent à rendre plus clairs l'esprit et la lettre des thèses de Moscou en faveur de la participation.

Que les camarades relisent tous les arguments de Lénine et de Boukharine, et ils verront qu'ils correspondent mieux à des moments de réaction où la liberté de mouvement du parti est restreinte. Qu'ils relisent les arguments que j'ai avancés et ils verront qu'ils se réfèrent surtout à des situations de «démocratie» et de liberté. Ce qui ne veut pas dire que je juge ces arguments

dépassés dans les circonstances actuelles. Lorsque Lénine disait: «Nous avons participé à la Douma la plus réactionnaire», je lui répondis que le véritable danger se trouve dans les parlements les plus libéraux. Lénine est convaincu qu'un parti vraiment communiste peut et doit participer au Parlement, mais il admet comme moi que dans les conditions de 1919 et avec un parti non communiste, la participation a un caractère contre-révolutionnaire.

Les deux thèses envisagent le cas où les partis communistes boycotteraient le parlement et les élections et se réfèrent aux situations «permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir». Je voudrais qu'il en soit ainsi, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui; il n'est pas exclu que la situation change demain du tout au tout: nous aurions tôt fait alors de balayer, avec la baraque parlementaire, les comités électoraux que notre parti aura constitués.

Si j'avais écouté les suggestions de certains camarades à Moscou, j'aurais peut-être pu obtenir un «élargissement» de ces exceptions et peut-être pourrait-on les appliquer aujourd'hui, bien que nous soyons, je le répète, dans les conditions spécifiques prévues par Lénine pour une participation utile. Mais j'ai préféré au contraire présenter des conclusions nettement divergentes. Cela a eu l'avantage de nous donner des directives claires et solides et de nous débarrasser de l'ennuyeuse argumentation à la Serrati sur les «conditions spéciales». La centralisation est à la base de notre méthode théorique et pratique: en tant que marxiste, je suis d'abord centraliste et ensuite seulement abstentionniste.

On a procédé différemment pour d'autres thèses et quelques accommodages sur certains points ont satisfait de petites oppositions, plus grandes toutefois que notre groupe d'abstentionnistes à tout prix. Mals à l'application, ces thèses qui avaient ainsi quelque peu abandonné une ligne théorique précise ne se sont pas révélées favorables à une action révolutionnaire efficace et sûre.

Les abstentionnistes ont été les seuls à opposer des conclusions différentes et nettes aux thèses présentées par des hommes dont l'autorité, à juste titre, était et reste immense, alors que bien des critiques de dernière heure, ne sachant rien opposer aux conclusions contre lesquelles ils se sont ensuite rebellés, gardèrent le silence. Abstentionnistes, nous devons également donner l'exemple de la discipline, sans chicaner, sans tergiverser. Le Parti communiste n'a donc aucune raison de discuter pour savoir s'il doit participer aux élections. Il doit y participer. Selon quelles modalités? Ce sera décidé en temps utile. Avec quels objectifs? C'est ce que disent les thèses de Moscou, résumées en ces quelques mots: Briser le préjugé parlementaire et donc accepter, au lieu des voix, de compter les bastonnades et même pire. Briser le préjugé social-démocratique et donc diriger inflexiblement nos batteries contre le parti social-démocrate.

Les abstentionnistes sont à leur poste.

Manifeste pour les élections

(«Il Comunista», 21 avril 1921)

PROLETAIRES!

Le Parti Communiste d'Italie entre dans la lutte électorale pour réaffirmer, dans les grandes masses du peuple travailleur, les mots d'ordre de l'Internationale Communiste et de la révolution mondiale que l'Histoire a rendus plus que jamais actuels et puissants.

Un grand travail est à accomplir par l'avant-garde prolétarienne, par les militants les plus fidèles et les plus dévoués de la classe ouvrière pour réorganiser les rangs des révolutionnaires, redonner la foi et la volonté, rétablir les forces nécessaires à la défense et à l'attaque. Le Parti communiste, s'inspirant des enseignements historiques des révolutions prolétariennes modernes et du corps de doctrine élaboré par le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, est persuadé qu'il est nécessaire et utile de se servir de la période électorale pour réaliser ces buts. Il fait appel aux meilleurs éléments du prolétariat et de la classe paysanne afin qu'ils mobilisent sous son drapeau tous ceux qui, dans le chaos et dans l'angoisse du moment présent, ont gardé la fermeté de caractère et la résolution de lutter sans relâche pour l'idéal des opprimés et des exploités; afin qu'ils redonnent courage à ceux qui sont abattus et dispersés; que de la terrible décomposition des armées révolutionnaires en Italie surgissent les armées nouvelles de la reprise; et que le Caporetto du maximalisme démagogique et peureux soit suivi d'un Vittorio Veneto des prolétaires. Ce grand travail doit être et sera accompli avec courage, esprit de sacrifice et de discipline, sans que l'on se laisse emporter par les succès immédiats, ni abattre par les difficultés à affronter. Il sera accompli avec la sérénité et la persévérance qui doivent être le propre du révolutionnaire communiste appréciant le moment historique à surmonter, reconnaissant la nécessité de l'oeuvre spécifique à entreprendre, forgeant et consolidant un nouvel anneau de la chaîne historique qui mène à l'émancipation de sa classe et à la libération de l'humanité.

CAMARADES OUVRIERS!

Ces élections doivent montrer avec exactitude à quel degré de conscience politique et de clarté dans les idées sont arrivées les grandes masses populaires d'Italie. Les élections de 1919 ont été le procès de la classe dirigeante, du personnel politique bourgeois, qui en 1915 avait entre ses mains le sort du peuple pour en faire fi, qui demandait tous les sacrifices en promettant bien-être et liberté et qui tint sa promesse en accumulant désastres, hontes, misères et tyrannie. Les élections de 1921 doivent être le procès du Parti socialiste, du personnel politique que les classes populaires ont choisi dans

le Parti socialiste, après les désillusions de la guerre, pour se faire représenter au Parlement, pour administrer les syndicats, les coopératives et les communes.

Aux promesses faites pendant la guerre par la bourgeoisie correspondent les promesses faites par le Parti socialiste après l'armistice. A une faillite correspond une autre faillite. Les grandes masses populaires avaient confié leur sort au nouveau personnel dirigeant; elles avaient constitué une immense armée pour la lutte suprême; elles se montraient prêtes à affronter tous les dangers et toutes les souffrances pourvu que l'on sorte de l'enfer capitaliste et que l'on commence, sous la protection d'un puissant Etat prolétarien, à élaborer et à construire une nouvelle civilisation sur les bases du communisme. Les incertitudes, les hésitations et la peur du Parti socialiste ont conduit à la débâcle de cette armée prolétarienne. Le Parti socialiste est apparu au grand jour, surtout depuis la sortie de ses rangs de la minorité communiste, comme un simple parti petit-bourgeois dépourvu de tout esprit internationaliste, sans foi dans l'énergie révolutionnaire du prolétariat, plein d'admiration pour la démocratie bourgeoise et pour les ressources techniques et politiques du Capital et de ses laquais; il s'est avéré incapable d'organiser les masses non seulement pour les victoires suprêmes de la révolution, mais même pour défendre et préserver leurs conquêtes et leurs organisations de classe.

Tout ouvrier conscient du processus historique des révolutions prolétariennes doit se persuader désormais que sa classe ne pourra aller de l'avant en Italie qu'en passant sur le cadavre du Parti socialiste; il doit être persuadé qu'il sera impossible de vaincre la bourgeoisie si l'on ne débarrasse pas d'abord le terrain de ce cadavre en putréfaction qui débilite et souvent anéantit les énergies prolétariennes, retardant le réveil et l'organisation des grandes masses populaires. Sans hésitation, sans amertume d'ordre sentimental, sur d'accomplir ainsi une partie non négligeable de sa mission historique, le Parti communiste dirige sa propagande pendant cette période électorale, en ouvrant le feu sur deux fronts:

- contre l'impérialisme capitaliste incapable de satisfaire aux exigences vitales des masses prolétariennes autrement que par le plomb et la matraque des gardes blancs;

- contre le Parti socialiste qui a renié l'Internationale Communiste plutôt que de s'astreindre au dur devoir de préparer la révolution, qui n'ayant pas voulu préparer systématiquement la classe ouvrière à la révolution, se trouve aujourd'hui incapable de contenir tout assaut de la réaction et doit assister, paralysé par la stupeur et la panique, à l'incendie et à la destruction des édifices prolétariens et au massacre systématique des militants révolutionnaires.

PROLETAIRES COMMUNISTES!

La propagande lumineuse des valeureux théoriciens du communisme international avait déjà préparé vos esprits aux événements que nous voyons

se dérouler aussi dans notre pays. Aussi n'êtes-vous pas intimidés et n'avez-vous jamais pensé à amender ni à corriger votre ligne et votre programme. Ces événements mêmes prouvent bien comment demeurent, se généralisent et s'approfondissent les prémisses économiques et sociales à l'avènement de l'Etat ouvrier. Si l'Etat parlementaire n'arrive plus à garantir à aucun citoyen les libertés fondamentales; si l'arbitraire et la violence l'emportent; si tout individu peut se substituer impunément à l'autorité légale pour arrêter jurer et condamner; si les populations sont torturées et terrorisées; si la peine de mort est rétablie de fait à l'encontre des militants ouvriers; tout cela signifie que le contrôle des forces productives échappe complètement aux anciens groupes dirigeants, que l'ordre établi des hiérarchies sociales se brise sans remède et que le jour n'est pas loin où les couches populaires les plus profondes se soulèveront en un mouvement irrésistible contre un régime qui ne subsiste plus que comme excroissance infecte de cette société.

Il est désormais évident que le capitalisme ne peut plus se réorganiser ni se rétablir sur ses bases essentielles qu'en répandant la mort et la barbarie parmi les grandes masses populaires. Il est tout aussi évident que le développement ultérieur de l'organisation prolétarienne est devenu impossible dans les cadres syndicaux, coopératifs et municipaux. Les ligues paysannes, disséminées sur un vaste territoire, ne peuvent résister à l'assaut systématique des bandes armées.

Les grands syndicats d'ouvriers industriels tombent en miettes, car le lock-out et le chômage désarticulent les anciens cadres, cependant que les licenciements éloignent des usines et des villes les meilleurs éléments du prolétariat et privent les organisations de leurs agents et de leurs liens vivants avec la masse. Les municipalités donnent la preuve criante d'une des thèses de l'Internationale Communiste: lorsque la lutte de classe atteint sa phase la plus aiguë, tout duel oratoire entre opprimés et oppresseurs devient inutile et ridicule dans les assemblées élues, et tout aussi inévitable est la domination d'une seule classe: la bourgeoisie ou le prolétariat. En Italie, la bourgeoisie chasse par les armes les représentants des ouvriers dans les municipalités, contraint les administrations socialistes à se démettre et affirme sa volonté de monopoliser par la violence les pouvoirs locaux. La bourgeoisie elle-même enseigne donc aux masses la voie à suivre pour maintenir leur niveau d'organisation et pour créer les conditions d'un développement ultérieur jusqu'à l'émancipation totale: conquête de tous les pouvoirs de l'Etat, dictature de classe, usage de la force armée du prolétariat pour écraser le terrorisme bourgeois et imposer à la bourgeoisie, en proie à la décomposition et au désordre, le respect des lois et la loi du travail productif.

CAMARADES OUVRIERS!

Il existe toutes les prémisses économiques et sociales pour la révolution prolétarienne et pour la fondation de l'Etat ouvrier. Mais il en manque encore

les prémisses spirituelles; une nette orientation politique des grandes masses, une ligne concrète pour l'action, la reconnaissance par les grandes masses d'un organisme politique central qui sache lancer des mots d'ordre résonnant dans la conscience universelle du prolétariat comme des impératifs inéluctables de l'histoire. Vous devez travailler activement, camarades, en cette période où l'on agite les idées et les programmes, pour faire connaître le Parti communiste, pour qu'il vive et qu'il agisse dans la conscience des prolétaires, pour détruire les légendes et les calomnies qu'une presse à gages répand habilement sur son compte; vous devez travailler pour que le Parti communiste devienne la plus grande puissance en Italie, comme l'Internationale Communiste est devenue la plus grande puissance dans le monde. Camarades, vous devez avec orgueil et fierté soutenir votre parti et son programme; vous devez transmettre aux masses votre confiance et votre conviction que seule la réalisation de ce programme pourra sauver le peuple travailleur de la barbarie et de la dégénérescence physique et morale. Oui! C'est seulement dans le prolétariat révolutionnaire qu'il faut chercher aujourd'hui le principe d'ordre susceptible de réorganiser les forces productives que l'impérialisme capitaliste a dispersées et gaspillées; c'est seulement dans l'organisation des Soviets, propre à la civilisation prolétarienne, que peut être étouffée la guerre atroce qui déchire la société; c'est seulement dans l'Internationale Communiste, devenue gouvernement mondial des forces productives et des masses travailleuses de tous les pays, que l'humanité peut reprendre sa marche unitaire vers des formes toujours plus hautes de vie et de culture. Camarades, la foi inébranlable que vous avez dans le destin de votre classe et dans l'énergie de l'avant-garde prolétarienne pour le réaliser, vous la répandrez parmi les masses démoralisées et désorientées; vous reconstruirez les armées italiennes de la révolution mondiale et de l'Internationale Communiste. C'est à un travail révolutionnaire que vous appelle le Parti communiste, un travail qui doit être accompli et que vous accomplirez, en mobilisant toutes vos énergies, en concentrant toute la passion et toute la volonté dont sont capables les soldats fidèles et dévoués d'une grande cause.

OUVRIERS ITALIENS!

L'Internationale Communiste que votre enthousiasme appelle, est le mouvement de votre reprise et de votre émancipation. Le Parti communiste doit devenir par votre oeuvre l'unique parti politique de la classe ouvrière italienne.

Vive le prolétariat italien définitivement libéré des opportunistes et des renégats!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution mondiale!

LE COMITE CENTRAL

Nostalgies abstentionnistes ?

(«Stato Operaio» 28-2-1924)

Il ne serait même pas concevable que des membres du Parti communiste aient une attitude pratique en faveur de l'abstention. Et ce n'est pas seulement une question de discipline de parti. Il suffit de penser que l'opinion de divers camarades qui se prononcèrent en 1919-1920 pour la tactique abstentionniste n'avait de sens que comme proposition faite à l'Internationale et n'était applicable que par elle, sur la base de délibérations précises et à l'échelle des différents pays. Aucun de nous n'a mis en doute en 1921 que le Parti communiste, s'appuyant sur les décisions du IIe congrès de l'Internationale, devrait intervenir alors dans la campagne électorale.

Il n'y a pas lieu de rouvrir le débat sur cette question pour savoir si les thèses abstentionnistes sont encore théoriquement présentables ces thèses insistaient sur deux ordres de faits: une situation Internationale préluant à une offensive du prolétariat, et un régime de large démocratie en vigueur dans un groupe important de pays chacun sait bien que sur le plan international, comme dans la politique italienne, ces conditions se sont, ne disons pas renversées, mais modifiées par rapport à celles dont partaient nos prémisses.

Certes, nos thèses abstentionnistes n'avaient pas une pure valeur contingente; mais c'est avec raison que le camarade Grieco a montré qu'aujourd'hui n'existent plus les dangers que les abstentionnistes voyaient en 1919, lorsque Nitti réussit à conjurer la tempête révolutionnaire grâce à la diversion électorale offerte au parti socialiste.

Aujourd'hui la situation est bien différente et chacun sait pourquoi. La catastrophe qui nous menace n'est pas d'avoir cent cinquante députés prolétariens ou se disant tels. Je ne m'arrêterai pas sur les problèmes de l'actuelle campagne électorale. Il me suffira de constater que les très graves dangers que nous courions alors se sont tout à fait éloignés.

Ce qui me préoccupe, ce sont les manifestations de certains camarades en faveur d'un abstentionnisme contingent et qui ne reflète pas une simple attitude d'abstention face à la lutte des partis. Car ces nostalgies, plutôt que de se référer aux raisons révolutionnaires qu'en d'autres temps nous avons avancées, se rattachent de toute évidence à une appréciation, un état d'esprit et une idéologie qui sont bien loin du communisme. Ceci ne serait pas moins grave qu'une indiscipline formelle.

Pour être sincère, il faut reconnaître que la conclusion: «nous aurions mieux fait de nous abstenir» ne peut que découler de ce raisonnement: n'allons pas aux élections, car elles ne se font pas en pleine liberté, ne seront

pas l'expression légitime de la volonté des électeurs, ne nous donneront pas la satisfaction d'atteindre un chiffre réconfortant de voix et d'élus; ou encore: si nous nous abstenions, nous gênerions le fascisme en le dépréciant aux yeux de l'étranger.

Pourquoi toutes ces raisons sont-elles dépourvues d'esprit communiste de classe?

Parce qu'il n'est pas d'un communiste de laisser entendre qu'en régime de démocratie et de liberté les élections traduisent la volonté effective des masses. Toute notre doctrine s'insurge contre ce mensonge colossal de la bourgeoisie; toute notre bataille est dirigée contre ceux qui le répandent et qui nient les méthodes d'action révolutionnaire du prolétariat. Tout le mécanisme libéral des élections n'est fait que pour donner une seule réponse, constante et nécessaire: régime bourgeois, régime bourgeois...

Ce que l'on doit dénoncer dans la dégénérescence électoraliste, c'est la méthode «sportive» de course aux performances numériques qui s'empare de tous les participants et parfois même de nous. Les nostalgies abstentionnistes d'aujourd'hui me semblent dériver justement de cette maladie de l'électoralisme pour l'électoralisme.

Au contraire, l'Internationale exige (et ce n'est pas à nous, abstentionnistes, que cela déplaira) que nous allions aux élections non comme à un exercice de crétinisme parlementaire, mais comme à un moment, un épisode d'une lutte de classe sans trêve. La dégénérescence de l'électoralisme en collaboration est maintenant moins difficile à éviter. Nombreux sont les motifs qui rendent impossible de faire taire l'antipathie instinctive des révolutionnaires pour les contestations électorales.

Je ne veux pas dire, attention! que nous devons les accepter comme un défi à relever sur le terrain de la violence. Pour accepter de telles provocations, il faut tenir compte de bien d'autres éléments de stratégie politique qui sont aujourd'hui exclus. Puisque nous ne pouvons parler de transformer la campagne électorale en guerre de classe, nous devons au moins nous garder de toute attitude politique qui pourrait faire oublier aux masses la nécessité de la solution révolutionnaire à venir. Ce serait le cas d'une abstention ultracrétine qui nous unirait à ces réformistes pleurant la liberté perdue, mais surtout l'occasion qu'ils ont perdue, eux, de venir à la place du fascisme couper les jarrets du prolétariat.

A-t-il un fondement de classe l'argument selon lequel une large abstention porterait un coup à la renommée du fascisme à l'étranger? Pas du tout! Ce serait nous figurer que la bourgeoisie à l'étranger peut nous aider contre le fascisme: un bon communiste sait bien qu'elle ne peut que se réjouir de l'oeuvre du fascisme en Italie et que si elle ne juge pas bon de l'imiter chez elle, ce n'est qu'en vertu de ses intérêts et non parce que les violations de la démocratie pure la scandalisent. Allons-nous chercher nos méthodes d'action révolutionnaire à l'école du «Corriere della Sera» ou des feuilles de Nitti?

Pareil abstentionnisme pue le bloc des classes, c'est-à-dire la forme pourrie de la syphilis électorale.

Tout bon communiste n'a qu'un devoir: c'est de combattre, à l'aide de ces arguments de classe, la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme. En agissant ainsi, nous ferons une excellente propagande et nous contribuerons à former une conscience résolument révolutionnaire qui nous servira quand viendra le moment, imposé par les faits et non par notre seule volonté, .de boycotter pour l'abattre la baraque du parlement bourgeois.

Bilan de l'aventin antifasciste

(«Thèses de Lyon» III - Questions italiennes.)

La participation aux élections de 1924 fut un acte politique très heureux mais on ne peut en dire autant de la proposition d'action commune faite aux partis socialistes, ni de l'étiquette d'«unité prolétarienne» qu'elle a prise. Tout aussi déplorable fut la tolérance excessive à l'égard de certaines manoeuvres électorales des *Terzini*. Mais les problèmes les plus graves se sont posés à propos de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti.

La politique de la Direction reposait sur l'idée absurde que l'affaiblissement du fascisme aurait mis en mouvement d'abord les classes moyennes, puis le prolétariat. Cela signifiait d'une part un manque de confiance dans les capacités de classe du prolétariat reste vigilant même sous l'appareil écrasant du fascisme et d'autre part, une surestimation de l'initiative des classes moyennes. Outre la clarté des positions marxistes en la matière, l'enseignement central tiré de l'expérience italienne prouve que les couches intermédiaires se laissent entraîner d'un côté ou de l'autre et suivent passivement le plus fort: le prolétariat en 1919-20, le fascisme en 1921-22-23, et aujourd'hui, après une période d'agitation bruyante, elles suivent de nouveau le fascisme.

La Direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin, alors qu'elle aurait du rester au Parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin qui déterminera l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le

Parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physionomie propre et dans le seul cas où la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation. L'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Et elle conduisit à une utilisation très défavorable par la classe ouvrière d'abord de l'affaiblissement du fascisme, puis de la faillite retentissante de l'Aventin.

La rentrée au Parlement en novembre 1924 et la déclaration de Repossi furent bénéfiques comme l'a montré le mouvement d'approbation du prolétariat. Mais elles se sont produites trop tard. Longtemps la Direction hésita et elle n'arriva à se décider que sous la pression du parti et de la gauche. La préparation du parti s'appuya sur des instructions incolores et une appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport Gramsci au Comité Central, août 1924). La préparation des masses, tout entière axée non sur la faillite de l'Aventin, mais sur sa victoire, fut la plus mauvaise possible avec l'offre de se constituer en Anti-Parlement que le Parti a faite à l'opposition. Une telle tactique tournait avant tout le dos aux décisions de l'Internationale qui n'a jamais envisagé de faire des propositions à des partis nettement bourgeois; et de plus elle était de nature à nous faire sortir du domaine des principes et de la politique communistes, comme en général de la conception marxiste de l'histoire. Indépendamment des explications que les dirigeants pouvaient donner sur leurs buts et leurs intentions (elles n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées), il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un Anti-Etat luttant contre l'appareil d'Etat traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un Anti-Etat que la représentation de la seule classe productrice: le Soviet.

Lancer le mot d'ordre d'un Anti-Parlement s'appuyant dans le pays sur les comités ouvriers et paysans, c'était confier l'état-major du prolétariat à des représentants de groupes sociaux capitalistes, comme Amendola, Agnelli, Albertini.

Outre la certitude que l'on n'en viendrait pas à une telle situation, qui ne saurait être caractérisée que comme une trahison, le seul fait de la présenter comme perspective d'une offre communiste signifie violer nos principes et affaiblir la préparation révolutionnaire du prolétariat (...).

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	7 €
2. Parti et classe	3 €
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	2 €
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 €
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5 €
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	4,5 €
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9 €
10. Elements de l'économie marxiste	9 €

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe	1 €
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	1 €
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	1 €
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	1 €
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	1 €
11. Auschwitz ou le grand alibi	1 €
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	1 €
13. Le marxisme et l'Iran	1 €
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	1 €
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	1 €
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5 €
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	1 €
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2 €
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	0,5 €
21. Lénine sur le chemin de la révolution	1,5 €
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5 €
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise	

et de nationalisme	1,5 €
24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	1,5 €
26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5 €
27 Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5 €

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	1 €
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	1 €
- Pour un anti-racisme prolétarien	1 €
- Révolution et contre-révolution en Russie	1 €
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	0,5 €
- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1 €

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	1 €
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1 €
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1 €

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	2 à 3 € le numéro
- Numéros 51 à 57	2 €
- Numéro 58 (112 pages)	4 €
- Numéros 59 à 88	2 €
- Numéro 89	3 €
- Numéros 90 à 96	4 €

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	7,5 €
--	-------

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15 €
vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	4,5 €
vol. II (1919-1920)	18 €
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	22,5 €
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	1,5 €
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del	
---	--

comunismo rivoluzionario	2 €
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	2 €
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2 €
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	2 €

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5 €
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5 €
- Il proletariato e la guerra	1,5 €
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	1,5 €

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese	2 €
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5 €
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6 €
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	4,5 €
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2 €
- Abaco della economia marxista	2 €
- Lotta di classe e questione femminile	2 €
- La teoria marxista della moneta	2 €
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	2 €
- Antimilitarismo di classe e guerra	4 €

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5 €
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5 €
- Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5 €
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2 €
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5 €
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5 €
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5 €

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism	4,5 €
- Party and Class	4,5 €
- Communist Program Ns 1 to 7	3 €
The Party's Programme	1,5 €

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4 €
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4 €
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	2 €
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	2 €
- n° 41, 42, 43	3 €
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5 €
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	3 €
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3 €
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2 €
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	3 €
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4 €
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3 €
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3 €
EN ARABE	
- Pour le parti ouvrier indépendant	1 €
- Thèses caractéristiques du parti	1,5 €
- Les communistes et la question de la liberté politique	1,5 €
- Manifeste du P.C. International	2 €
- Ce qui distingue notre parti	1 €
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	1,5 €
2. Lições das contra-revoluções	1,5 €
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5 €
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5 €
EN TURC	
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	1,5 €
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1 €
- Bulletin Internationalist Proleter (3 nos parus)	1 €
EN HOLLANDAIS	
- Het demokratisch principe	1 €
EN POLONAIS	
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5 €
EN PERSE	
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5 €
- Les fedayins et la question de l'Etat	1 €
EN GREC	
- Parti et classe	3 €
EN DANOIS / SUEDOIS	
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	3 €

2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3 €	materialismo (198 p.)	6 €
AUX EDITIONS «ISKRA»		- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	9 €
- Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) - A. Bordiga	9 €	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	6 €
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - A. Bordiga	6 €	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	9 €
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) - A. Bordiga	6 €	AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Proprietà e capitale (202 p.) - A. Bordiga	6 €	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	4,5 €
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - A. Bordiga	9 €	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	6 €	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- Plechanov: Contributi alla storia del		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	7,5 €

Vient de paraître : «Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix 7 €)

Au sommaire de cette ré-édition:

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «noskisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste** (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unità» du 26 août 1924)

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

AVERTISSEMENT: LES TEXTES ÉPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

ORGANES PÉRIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- «le prolétaire» : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire: 1€; 3FS; £ 1
- «Il comunista» : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire: 1,5€; 5FS; £1,5
- «programme communiste» : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 4 €; 10 FS; £ 3; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 3€; 8 FS; 2 £; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les États bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.